

**Thoral Romain**  
Mémoire de fin d'études

**La S.F.I.O. dans la Loire de la fin de la  
seconde guerre mondiale à la fondation de  
la Fédération de la Gauche Démocrate et  
Socialiste (1944-1965).**

Institut d'Etudes Politiques de Lyon  
Séminaire d'Histoire politique  
2003-2004  
Gilles Vergnon



# Table des matières

Introduction . .	1
<b>I La fédération départementale de la Loire de la S.F.I.O. : un constat de faiblesse pour une composition sociologique ordinaire . .</b>	<b>11</b>
Faiblesse du parti dans le département . .	12
Sociologie des militants <sup>35</sup> . .	17
Relations avec la direction nationale du parti S.F.I.O. (1944-1965) . .	28
<b>II Relations avec les autres partis dans le département . .</b>	<b>33</b>
Mouvements de droite . .	34
Mouvements de gauche : . .	38
Les rapports de la S.F.I.O. avec les syndicats ou la transposition des luttes politiques . .	45
<b>II Les particularités de la S.F.I.O. dans la Loire . .</b>	<b>49</b>
Les raisons de la faiblesse du parti . .	49
« Marges et replis <sup>175</sup> » . .	55
Le paradoxe roannais . .	58
<b>Conclusion : . .</b>	<b>63</b>
<b>Bibliographie : . .</b>	<b>65</b>
Ouvrages généraux : . .	65
Ouvrages spécialisés : . .	66
Articles : . .	66
Sources : . .	67
<b>Annexes . .</b>	<b>69</b>

<sup>35</sup> Sadoun Marc, "Sociologie des militants et sociologie du Parti, le cas de la S.F.I.O. sous Guy Mollet" *Revue française de science politique*, juin 1988, p.351.

<sup>175</sup> Gilles Morin, « Marges et repli dans la S.F.I.O. », Actes du colloque : *Marges et replis, frontières, cas limites dans la gauche française : l'apport des itinéraires militants*. Paris, 2002, p .32 -43. ( [http://biosoc.univ-paris1.fr/frameset/rech\\_edition.htm](http://biosoc.univ-paris1.fr/frameset/rech_edition.htm) )



# Introduction

L'étude de la fédération SFIO de la Loire est un sujet relativement difficile dans la mesure où la situation politique de la France pendant cette période doit être explicitée. En effet, les travaux entrepris couvrent une durée importante qui débute avec l'immédiate après-guerre en France (automne 1944) et se termine en 1965 avec la création de la F.G.D.S., regroupement souple de partis de la gauche non communiste. La « machine à gagner les élections » de François Mitterrand après le congrès d'Epinais, en 1971, est en effet très différente de la « Vieille Maison ». Cette époque marque le passage d'une vie politique très éclatée, avec un nombre important de partis, notamment en ce qui concerne la "gauche non communiste", à un paysage politique où ont eu lieu un certain nombre de regroupements. Une sorte d'agglomération des familles politiques a lieu, la bipolarisation de la vie politique s'accroît, même si cette tendance ne fait que débiter en 1965. De plus, sur le plan institutionnel, trois régimes politiques se sont succédés si l'on prend en compte l'organisation provisoire des pouvoirs prévue dans la loi du 2 novembre 1945, entraînant des modifications importantes du système de partis. Des événements nationaux et internationaux aussi différents que la Guerre Froide ou la guerre d'Algérie ont fortement influé sur la vie politique française de cette période. Il serait donc prétentieux et totalement irréalisable de tenter d'analyser de façon exhaustive cette époque relativement longue pour un travail d'histoire politique. Nous espérons avoir pris en compte les éléments les plus pertinents et intéressants au regard du sujet et du contexte étudié.

Il paraît nécessaire de développer brièvement certains de ces éléments, d'abord, au niveau des régimes politiques qui ont été appliqués en France de l'après guerre. Avec la libération de la majeure partie du territoire français en septembre 1944, se pose sur le

terrain la question du pouvoir politique. De Gaulle obtient des Alliés que la France ne passe pas sous le contrôle de l'Allied Military Government of the Occupied Territories (A.M.G.O.T.), sa première mission est de mettre un place un pouvoir provisoire en métropole réalisant la synthèse des résistances intérieures et extérieures ( Conseil National de la Résistance: C.N.R. et Gouvernement Provisoire de la République française: G.P.R.F.) tout en laissant une place à certains parlementaires de la fin de la IIIème République afin de se prévaloir aussi de leur légitimité démocratique d'élus de la nation. Du 5 septembre 1944, date à laquelle est formé le premier G.P.R.F. sur le territoire métropolitain au 2 novembre 1945, date du vote d'une loi organisant une constitution provisoire, le pouvoir politique est aux mains de la Résistance au sens large qui voit sa cohésion se détériorer au profit de la restructuration des forces politiques traditionnelles, cette période correspond à « l'échec politique de la Résistance ». Ensuite, commence la phase d'élaboration formelle d'une nouvelle constitution, les consultations électorales et référendaires du 21 octobre 1945 ayant abouti à qualifier de "Constituante" l'Assemblée nouvellement élue. Charles de Gaulle démissionne le 20 janvier 1946 par opposition à un potentiel et prévisible régime d'assemblée. Après le rejet par referendum du 5 mai 1946 du projet de constitution émanant essentiellement des forces de gauche, à savoir des communistes et des socialistes, une nouvelle Constitution est adoptée le 13 octobre 1946, reflétant la progression électorale du M.R.P. par la modération des pouvoirs de l'Assemblée et notamment par la conservation d'une chambre haute, le Conseil de la République (Sénat) . La IV ème République est née. Ce régime se caractérise par la prépondérance de la S.F.I.O., en effet ce parti n'est pas le plus puissant en terme de suffrages ou de membres, mais sa position centrale sur l'échiquier politique de l'époque le rend incontournable, Maurice Duverger est l'auteur d'une phrase très pertinente : **« Le rôle de la S.F.I.O. est déterminant. Le parti socialiste est l'arbitre de la législature. Rien ne peut être fait sans lui, rien ne peut être fait contre lui. »**<sup>1</sup> . Le nombre de partis présents à l'Assemblée nationale et l'éparpillement des sièges font partie des facteurs expliquant cette situation.

En 1958, la guerre d'Algérie et ses conséquences comme l'insurrection des "Européens d'Alger", entraînent le discrédit des partis gouvernementaux, la chute du régime et le retour de De Gaulle « aux affaires » comme « l'homme providentiel », figure récurrente de l'histoire politique française. Celui-ci obtient les pleins pouvoirs le 2 juin, et le 28 septembre, une nouvelle constitution est adoptée par référendum. Le régime de la nouvelle république est fortement marqué par la personnalité de De Gaulle et sa vision des institutions telle qu'exposée dans le discours de Bayeux du 16 juin 1946. En 1962 est modifié le mode d'élection du Président de la République, le suffrage universel direct remplace un scrutin au sein des deux chambres. Il s'agit là de la dernière modification importante concernant les institutions de la république. Ces évolutions successives de l'organisation des pouvoirs en France vont jouer un rôle fondamental dans la vie politique française en plaçant la forme de gouvernement au centre des débats politiques et comme un enjeu essentiel de toutes les consultations électorales. L'attachement ou l'opposition aux régimes politiques structure à long terme les forces politiques françaises. Nous

---

<sup>1</sup> Citation relevée dans Guy Mollet , un Camarade en République, P.U. de Lille, 1987, p.337. Ceci n'est pas la référence originale.

tenterons dans le travail entrepris de mettre en lumière l'influence de ces éléments constitutionnels sur la S.F.I.O..

Il est sans doute nécessaire de préciser quelques données d'ordre économique en ce qui concerne la période étudiée. En effet, les limitations du sujet dans le temps permettent de faire une première observation, du début des années cinquante au début des années soixante-dix, on parle communément « **des Trente Glorieuses** <sup>2</sup> » c'est-à-dire d'une phase de prospérité et d'expansion économique sur une trentaine d'années environ. Ce terme est adapté pour ce qui concerne l'Europe occidentale et capitaliste, on peut évoquer de nombreux éléments expliquant cette prospérité : la reconstruction d'après-guerre d'une Europe en ruine, générant une croissance économique forte, l'aide économique américaine sous la forme du plan Marshall <sup>3</sup>, le contrôle de colonies dans le monde entier, et donc, un approvisionnement avantageux en matière première, puis la relative inorganisation des pays nouvellement indépendants, de forts besoins en biens d'équipement et de consommation de la part des particuliers, des entreprises et des États. Les « Trente Glorieuses » se caractérisent par : une croissance moyenne forte, par un accès aisé aux biens de consommation courante. La société française se transforme en profondeur pendant cette période : "baby-boom", c'est-à-dire une augmentation à long terme du nombre de naissances : un « sursaut démographique », accélération de l'exode rural, donc urbanisation de la société, amélioration de la protection sociale des Français avec notamment la création de la Sécurité Sociale par l'ordonnance du 4 octobre 1945 <sup>4</sup>. L'économie subit aussi d'importants changements structuraux, la majorité des actifs est employé dans le secteur tertiaire en 1970, alors qu'en 1948. La part des actifs dans le secteur primaire, et surtout dans l'agriculture, diminue fortement pendant ces années.

Une rapide approche de la genèse du mouvement ouvrier en France est un préliminaire indispensable à tout travail concernant la Section Française de l'Internationale Ouvrière. C'est à la fin du XIXème siècle qu'un processus d'union de différents groupes politiques se réclamant du mouvement ouvrier a lieu. Le XIXème

---

<sup>2</sup> Cette expression « Trente Glorieuses » est due à l'économiste Jean Fourastié, auteur d'un ouvrage intitulé : *Les Trente Glorieuses ou la Révolution silencieuse*, Fayard, Paris, 1979, 299 p..

<sup>3</sup> Plan Marshall : aide des États-Unis à la reconstruction de l'Europe et de son économie, prêts à faibles taux d'intérêt et surtout de dons. Ce plan a été exposé le 5 juin 1947 à Harvard par le Général George Marshall, secrétaire du Département d'État, sous la présidence de Harry Truman. Ce plan, « European Recovery Program », a permis de 1948 à 1951, de partager 14 milliards de dollars (de l'époque) entre les pays européens ayant accepté cette aide américaine. Les pays refusant cette offre étant les pays d'Europe de l'Est sous influence militaire et politique de l'Union Soviétique (à l'exception de la Finlande, son seul voisin européen capitaliste).

<sup>4</sup> L'ordonnance du 4 octobre 1945 prévoit un réseau coordonné de caisses remplaçant de multiples organismes, cependant pas d'unité administrative. Les professions agricoles vont conserver leurs institutions spécifiques dans le cadre de la mutualité sociale agricole. Les salariés des régimes spéciaux vont refuser de s'intégrer dans le régime général et conserver dans un cadre " transitoire " leurs régimes spécifiques (fonctionnaires, marins, cheminots, mineurs etc..). L'ordonnance du 19 octobre 1945 concerne les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès. La loi du 22 août 1946 étend les allocations familiales à pratiquement toute la population et la loi du 30 octobre 1946 intègre la réparation des accidents du travail à la sécurité sociale. La loi du 22 mai 1946 pose le principe de la généralisation de la sécurité sociale à l'ensemble de la population.

siècle marque l'émergence de formations politiques revendiquant des liens idéologiques avec des théoriciens tels que Proudhon, Engel et Marx. Des écrits de philosophie politique tel que le Manifeste du Parti Communiste<sup>5</sup> (1848) influencent le mouvement socialiste, mais ce sont les revendications salariales et de conditions de travail qui séduisent les sympathisants. En 1864, Marx participe à la mise en place de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) plus connue sous le nom de la I<sup>ère</sup> Internationale Ouvrière.<sup>6</sup> Cette organisation ne connaît pas un grand avenir, des divisions apparaissent rapidement entre les socialistes proches de Marx et des courants anarchistes menés par Proudhon ou Bakounine, elle périclité dans l'indifférence du monde ouvrier après l'exclusion des anarchistes et le déplacement de son siège à New York. A la suite de la Commune, le mouvement ouvrier français rencontre des difficultés pendant plusieurs années, mais, à partir de 1876, des congrès ouvriers ont lieu et regroupent des délégués de syndicats et de coopératives, auxquels se joignent plus tard des représentants des groupes d'études socialistes avec des personnalités comme Jules Guesde. Sous leur influence, le Congrès ouvrier de Marseille de 1879 se constitue en parti, la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France. Il s'agit de la première tentative d'unité organique. En 1881, le courant blanquiste d'Édouard Vaillant fait sécession et fonde le Comité révolutionnaire central (C.R.C.), qui devient 17 ans plus tard le Parti socialiste révolutionnaire. En 1882, le Congrès ouvrier de Saint-Étienne se divise en deux : d'une part, les «possibilistes», socialistes modérés de tradition proudhonienne, forment la Fédération des travailleurs socialistes, animée par Brousse et Joffrin et préoccupée de la conquête des municipalités; et d'autre part, les guesdistes créent à Roanne le Parti ouvrier français (P.O.F.)<sup>7</sup>, d'inspiration marxiste. Il est intéressant de noter l'importance dans la genèse du mouvement ouvrier français des congrès tenus dans les deux principales villes de la Loire. Cet élément révèle en fait le caractère fortement et historiquement industrialisé du département. Quant à évaluer l'influence de cette dualité doctrinaire sur la situation de la S.F.I.O. dans la Loire, il paraît objectivement difficile de relier ces deux sujets, du fait de la lacune des données étudiées en ce qui concerne l'intervalle chronologique entre une observation sur la genèse du mouvement ouvrier français à la fin du XIX<sup>ème</sup> et l'opposition des sections roannaise et stéphanoise après la seconde guerre mondiale.

A Paris, en 1889<sup>8</sup>, les socialistes fondent une deuxième Internationale sous le nom d' *Internationale ouvrière et socialiste*. Cette structure existe toujours et demeure la

---

<sup>5</sup> Ce manifeste, travail commun de Marx et Engel a été rédigé à la demande de la Ligue des Communistes rassemblée à Londres en décembre 1847, le terme de communiste n'étant, à l'époque, aucunement lié aux conséquences de la révolution russe postérieure(1917).

<sup>6</sup> Le 28 septembre 1864, à Londres, au cours d'un meeting à Saint Martin's Hall, des ouvriers venus de toute l'Europe fondent l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.).

<sup>7</sup> Le Parti ouvrier français guesdiste se développe surtout après 1890 : plus structuré que ses rivaux, il se caractérise surtout par son attachement au marxisme et à l'internationalisme, sa conception restrictive du rôle des syndicats et son intransigeance vis-à-vis du radicalisme et des institutions parlementaires. Ce dernier trait, affirmé surtout lors des affaires Millerand (participation ministérielle socialiste à un gouvernement bourgeois) et Dreyfus, le rapproche du Parti socialiste révolutionnaire d'Édouard Vaillant et l'éloigne des socialistes indépendants dont il s'était rapproché en 1893-1899.



dernière internationale reconnue par les socialistes français. Le courant "possibiliste", affaibli en 1890 par le départ de ses éléments les plus radicaux qui constituent autour d'Allemane le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, se fond dans le mouvement syndical. Des socialistes indépendants, rassemblés autour d'anciens communards (Vallès, Malon, Lissagaray), puis de parlementaires comme Jaurès, Millerand, Viviani, défendent une politique de réformes dans le cadre politique existant. Ils fondent le Parti socialiste français, alors qu'en 1902, guesdistes et vaillantistes s'associent au sein du Parti socialiste de France. Sous l'impulsion du Congrès socialiste international d'Amsterdam de 1904, le congrès de Paris du 23 avril 1905, tenu dans la salle du Globe, réalise l'unité du mouvement socialiste au niveau politique. Une décennie plus tôt, les militants syndicalistes, réunis en Congrès à Limoges du 23 au 28 septembre 1895, concrétisent l'unité organique du mouvement syndical français en fondant la Confédération Générale du Travail (C.G.T.), tout en proclamant son indépendance. Lors du Congrès d'Amiens, en octobre 1906, les congressistes de la C.G.T. adoptent à la quasi-unanimité un texte réaffirmant l'indépendance organique de la C.G.T. par rapport aux partis politiques, et ce, en réaction à la fondation de la S.F.I.O. et à l'influence potentielle, voire le contrôle pure et simple, d'un grand parti ouvrier unifié sur les syndicats. Il est important de signaler que la Loire est un des départements où l'unité, décidée au Congrès national du Globe, semble difficile à imposer. L'introduction de *l'Encyclopédie socialiste*<sup>9</sup>, publiée sous la direction de Compère-Morel en 1912, distingue le département de la Loire où « les obstacles à surmonter furent plus sérieux, par suite de la mauvaise volonté des élus ; l'unité constituée fut précaire, la crise de constitution se prolongea jusqu'à l'entrée au gouvernement bourgeois de M.Briand». En novembre 1906, la fédération ligérienne est finalement présente au congrès nationale de 1906 à Chalon avec trois cent adhérents.

En conséquence de la Révolution russe d'octobre 1917, et donc de l'arrivée au pouvoir en Russie des bolcheviques, une IIIe Internationale dite communiste (*Komintern*) est créée en 1919, contrôlée par l'Union Soviétique. Sur le plan national, le résultat de ces événements est la scission de la S.F.I.O. au congrès de Tours en décembre 1920, la majorité des délégués quitte le parti derrière entre autres, Marcel Cachin, pour fonder la Section Française de l'Internationale Communiste (S.F.I.C.) qui devient le Parti Communiste Français. Les minoritaires, avec à leur tête Léon Blum, refusent d'adhérer au Komintern. En 1938, Léon Trotski, en exil, fonde la IVe Internationale qui constitue le fondement du mouvement trotskiste. Ce panorama succinct, et peut être rébarbatif, des organisations ouvrières en France à la fin du XIX ème siècle nous semble utile dans la mesure où il met en évidence les difficultés à forger une certaine unité organique préexistante à la fondation du communisme soviétique.

Quelques précisions sur la S.F.I.O. jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale sont essentielles pour appréhender le sujet. La "Vieille Maison", expression issue du discours de clôture du congrès de Tours de Léon Blum<sup>10</sup>, joue un rôle croissant dans la vie politique de la fin de la IIIème République, si bien que l'effondrement de la puissance

<sup>8</sup> Six ans après la mort de Marx.

<sup>9</sup> Rouger Hubert, *La France Socialiste, Tome 1*, in Adéodat Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie Socialiste Syndicale et Coopérative de l'Internationale Ouvrière*, Aristide Quillet, Paris, 1912, p.3-4.

française avec la défaite de juin 1940 va lui être en partie imputé par le régime vichyste: c'est un des prétextes procès de Riom de février mars 1942. Dans les années vingt, la S.F.I.O. devient un parti de

Gouvernement <sup>11</sup>, avec la victoire du "Cartel des Gauches" <sup>12</sup> aux élections législatives de 1924, même si cette expérience gouvernementale se termine en 1926 à cause de la fragilité de la majorité à la Chambre. La deuxième expérience gouvernementale est le Front populaire <sup>13</sup>, qui s'appuie sur une union électorale de la gauche, des communistes aux radicaux en passant par les socialistes. Les explications de ce phénomène sont multiples: la crise économique due au krach boursier de 1929 a placé les classes populaires dans une situation souvent délicate, ensuite, des éléments strictement politiques entrent en compte: le 6 février 1934, des ligues d'extrême droite manifestent à Paris à proximité du palais Bourbon, des slogans antiparlementaires et antisémites sont déclamés. La manifestation se solde par une quinzaine de morts parmi les ligues.

En réaction à cet évènement, les forces politiques de gauches craignent une menace fasciste sur la république et réagissent par une grande contre-manifestation le 12 février. Le P.C.F. change de stratégie en abandonnant la lutte "classe contre classe" <sup>14</sup> sous la pression de Moscou, l'alliance avec les socialistes et les radicaux devient possible. Parallèlement, des comités de vigilance antifascistes se mettent en place. Un programme de gouvernement commun est élaboré par les partis de gauche en janvier 1936. Les élections législatives ont lieu les 26 avril et 3 mai 1936. Au second tour, le Rassemblement populaire, qu'on appelle désormais Front populaire, dispose de la majorité à la Chambre. Avec 146 députés, la SFIO est devenue le premier parti français. Léon Blum prend la tête du gouvernement, des réformes sociales importantes sont mises en place dans un contexte exceptionnel de grèves de soutien au gouvernement comme les congés payés, la semaine de quarante heures, prolongement de la scolarité

<sup>10</sup> Léon Blum, dans ce discours, souhaite bonne chance aux membres du parti qui adhèrent aux idées et modes d'action et d'organisation du parti bolchevique russe de Lénine: "[...] Nous sommes convaincus, jusqu'au fond de nous-mêmes, que pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison [...]". L'ordre du jour du congrès portant essentiellement sur l'adhésion ou non de la S.F.I.O. à la III<sup>e</sup> Internationale fondée par Lénine et les bolcheviks à Moscou en mars 1919, ce sont les fameuses vingt et une conditions d'admission posées par Lénine. Deux courants minoritaires sont hostiles à cette adhésion : les partisans du «Comité de résistance socialiste», autour de Léon Blum et de Bracke, la rejettent en bloc; d'autre part, les "reconstructeurs», regroupés autour de Paul Faure et de Jean Longuet, sont d'accord pour se rallier, mais trouvent inacceptables plusieurs des vingt et une conditions posées par Moscou (comme la nécessité de la «dictature du prolétariat» et l'affirmation du principe du «centralisme démocratique»).

<sup>11</sup> On met ici à part l'expérience de l'Union Sacrée pendant la seconde guerre mondiale.

<sup>12</sup> Le Cartel des gauches regroupe la S.F.I.O., les radicaux socialistes et les républicains socialistes.

<sup>13</sup> L'expression de «Front populaire» fut employée pour la première fois par Marcel Cachin dans *L'Humanité*, en octobre 1934.

<sup>14</sup> Le congrès de l'Internationale communiste définit la ligne "classe contre classe", qui ouvre un véritable conflit entre le parti communiste et la S.F.I.O..

obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans. Mais les difficultés s'accroissent avec l'opposition des milieux financiers, les provocations de l'extrême droite, les difficultés budgétaires et la division au sein du Front Populaire sur la position à adopter dans la guerre d'Espagne. Le 22 juin 1937, Léon Blum est contraint de démissionner, l'instabilité ministérielle clôt définitivement l'épisode du Front Populaire avec le cabinet du radical Daladier, formé en avril 1938, qui revient sur certaines avancées sociales. Par la suite, la majorité des parlementaires S.F.I.O. élus avec le Front Populaire votent le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, seuls 35 socialistes votent contre. Pétrus Faure et Albert Sérol s'abstiennent, ils sont exclus du parti à Libération<sup>15</sup>, cette situation rend la position du parti difficile au sortir de la guerre : la fédération est « décapitée », comme dans le département voisin de Saône et Loire. Les socialistes ne sont pas très nombreux dans la résistance : « la S.F.I.O. considérée comme ayant fourni peu de résistants dans la Loire »<sup>16</sup>. Cependant, des socialistes ont eu une action résistante dans le département : dès le début de 1941, des militants isolés se rallient au *Coq Enchaîné*, un mouvement de résistance lyonnais. Jean Robert réorganise un parti clandestin à partir de juin 1942 avec le soutien de Pétrus Faure. Un journal, *le Populaire clandestin* est diffusé. Claudius Volle, des Jeunesses socialistes avant la guerre, participe à la lutte contre Vichy et l'occupant. Les socialistes ligériens n'échappent pas à la répression vichyste. Des arrestations, des emprisonnements, et même des déportations ou des exécutions touchent les membres du parti socialiste clandestin comme les autres résistants. Un rapport d'activité depuis 1940 fait office de préambule à la correspondance fédérale, ce texte recense les victimes de la répression selon plusieurs catégories : camp de concentration, emprisonné par Vichy, arrêtés par la Gestapo et déportés en Allemagne. Par exemple, Ernest Bonnavé, secrétaire des Jeunesses Socialistes en 1939, est déclaré « disparu du fort de Montluc le 20 août 1944 ». Il s'agit sans doute d'une exécution sommaire commise par la Milice. L'avancée des troupes alliées a fait naître une certaine anarchie, l'assassinat de Jean Zay ayant été perpétré dans des conditions similaires.

Le parti socialiste a fait l'objet de nombre d'études que ce soit au niveau local ou national, mais la S.F.I.O. reste un champ de recherche relativement inexploité en comparaison du P.C.F.. Un ouvrage se démarque pourtant autant comme modèle que comme outils de travail, c'est celui de Frédéric Sawicki, *les réseaux du Parti Socialiste*. Cette recherche socio-historique est basée sur l'étude de trois fédérations socialistes : Ille et Vilaine, Pas de Calais, et Var. Le long terme et les caractéristiques très différentes des trois départements permettent d'aborder les réseaux du parti socialiste à travers de nombreuses dimensions traditionnelles : alliances politiques, milieux associatifs ou itinéraires militants, le « clientélisme » est aussi décrit comme un phénomène social, et prend place en tant que tel dans l'argumentation. Les différences et caractéristiques des fédérations analysées, donnent aussi des informations sur la fédération S.F.I.O. de la Loire, on retrouve ainsi des éléments dans chaque département. Les « catégories » de fédérations créées par Sawicki, ne réduise pas, au contraire, l'analyse tentée pour la

<sup>15</sup> Nous reviendrons sur ce point dans le mémoire.

<sup>16</sup> Luirard Monique, *La région Stéphanoise dans la guerre et la paix (1931-1951)*, Imprimerie commerciale de l'Eveil de Haute Loire, Puy en Velay (43), 1980, p.715.

Loire. Mais cette fédération faible, contrairement aux autres (Ille et Vilaine, Var et Pas de Calais), ne correspond à aucune catégorie, tout en ayant des éléments communs avec chacune d'elles. La précaution doit donc guider l'usage de cet ouvrage, d'autant que la recherche de Sawicki concerne principalement le parti socialiste après Epinay, mais la richesse du contexte historique met en perspective certains éléments durables ou récurrents entre la S.F.I.O. et le P.S.. Ce travail de recherche a pour but de dégager et d'analyser les raisons de la faiblesse de la S.F.I.O. dans un département industrialisé. La faiblesse de la fédération s'explique à la fois par des facteurs internes externes. La S.F.I.O. doit faire face à des partis bien implantés dans la Loire. De plus, le parti socialiste ne représente plus la classe ouvrière dans un département où son importance la rend incontournable. Des problèmes organisationnels et des oppositions géographiques rendent les conquêtes électorales difficiles. Nous constaterons d'abord la faiblesse des socialistes dans la Loire, sur le plan militant et politique. Ensuite, nous analyserons les relations avec les autres organisations politiques de la Loire. Enfin, nous tenterons de dégager les problèmes internes du parti dans la Loire et leur spécificité.

Les raisons qui m'ont amenées à choisir ce sujet pour mon mémoire de fin d'études sont multiples : d'abord, un vif intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier en général, français en particulier, ensuite, il s'agit d'un sujet faisant appel à des éléments très divers et pluridisciplinaires : sociologie d'organisation, droit constitutionnel, histoire économique et sociale, et bien sur, histoire politique. En ce sens, tout mémoire d'histoire politique mobilise ce genre de connaissances, mais la durée étudiée, relativement longue, induit une place importante pour ces éléments, le travail sur ce sujet permet aussi, dans un cheminement personnel, de mieux comprendre ou peut-être plus justement la situation politique actuelle en France. Le choix du cadre départemental pour cette étude doit sans doute être justifié : ce découpage administratif et électoral a tout d'abord été intégré par les organisations politiques en général, et par celle étudiée en particulier. Il est donc logique d'étudier un parti selon son mode d'organisation locale. Ensuite, la définition de toute entité géographique est limitée, mais la diversité et l'hétérogénéité d'un espace permettent d'enrichir l'analyse par des comparaisons internes. Enfin, l'histoire commune de tout territoire, même formé de façon artificielle donne une cohérence à cet ensemble créé en 1793<sup>17</sup>. Ce département, produit de la séparation du Rhône et Loire, se trouve dans un espace sans véritable uniformité, si le socle de ce département est le Forez, la partie Nord, Roanne Charlieu, est d'avantage proche de la Bourgogne et fortement soumise à l'influence économique de Lyon, avec les activités de productions textiles. L'Est du département, Noiretable, Saint Just en Chevalet, constituent la part auvergnate, c'est un espace fortement rural et de moyenne montagne. Le Sud est très industrialisé, intégré dans un large tissu urbain de la région lyonnaise, les mines et la métallurgie, avec notamment Manu France, sont les activités principales de la région stéphanoise. La Loire est, dans les années cinquante, un des départements où la population ouvrière est la plus importante<sup>18</sup>. Le fleuve Loire est en fait la colonne vertébrale du département. A l'époque étudiée, les activités économiques de cet espace connaissent encore une certaine

---

<sup>17</sup> Le département de Rhône et Loire créé en 1790 est divisé en deux entités le 12 août 1793 par un arrêté des Représentants du Peuple à l'Armée des Alpes, confirmé par la Convention le 29 Frimaire de l'an II. Faure Petrus, *Histoire du Mouvement ouvrier dans la Loire*, Imprimerie Dumas, Saint Etienne, 1956, p.16.

prospérité. En 1946, le département comprend 631 591 habitants.

Enfin, un intérêt d'ordre personnel m'a sans aucun doute influencé, l'engagement politique étant très présent dans ma famille. Mon grand père fut brièvement député S.F.I.O. de la Loire entre 1956 et 1958, il siégea au conseil général pendant vingt ans (1945 -1966), succédant à son beau-père, radical socialiste, ses enfants, plus tard, entrèrent au P.S. nouvellement créé, puis occupa des fonctions variées au sein de la fédération ligérienne. La possibilité de réaliser des entretiens a ainsi été facilitée par le fait que certains des personnages cités connaissent certains membres de ma famille. J'ai aussi pu avoir accès à des documents internes du parti : propagande, publications, et à la correspondance personnelle de E. Thorat ainsi que ses discours.

---

<sup>18</sup> Voir carte intitulée : « Pourcentage d'ouvriers dans la population française » (d'après le recensement de 1954), p. de ce mémoire.



## I La fédération départementale de la Loire de la S.F.I.O. : un constat de faiblesse pour une composition sociologique ordinaire

Le premier secrétaire fédéral de l'après guerre est Jean Robert, il a reconstitué le parti clandestin pendant la guerre. Ensuite, à partir de 1947, Benoît Roiron assure ces fonctions jusqu'en 1955, date à laquelle lui succède Claudius Volle, expert comptable, engagé dans les Jeunesses Socialistes avant la guerre, puis dans la résistance. Il démissionne en 1965 après l'échec des élections municipales de Saint Etienne contre la liste de Michel Durafour. Jean Vincent devient alors Secrétaire Fédéral, le parti est alors une des composantes de la F.G.D.S.. La S.F.I.O. est par conséquent moins indépendante, le fait d'être liée à d'autres partis de la gauche non communiste va atténuer ses caractéristiques propres. La F.G.D.S. constitue en fait une transition entre la S.F.I.O., « vieille maison » et le Parti Socialiste dont Mitterrand prend le contrôle à Epinay en 1971. Cette polarisation de la gauche autour du candidat unique de la gauche en 1965, met en évidence l'incapacité du parti socialiste à fédérer en son sein, les autres formations politiquement et idéologiquement proches. Cette refonte de la gauche non communiste en France s'est en fait peu appuyé sur les cadres locaux de la S.F.I.O., dans la Loire, Michel Durafour puis Charles Hernu à Saint Etienne, viennent en fait des Clubs, Santarelli dans

le Roannais est radical socialiste.

La fédération dispose à partir de 1956, d'un assistant fédéral: Auguste Routier, ancien assureur à "la Populaire". D'après ce dernier, la création par la S.F.I.O. de postes d'assistants fédéraux dans les fédérations relativement faibles n'est pas étrangère à la victoire du Front Républicain de 1956, et à l'utilisation des fonds secrets des différents ministères: ***" il y avait tous les fonds secrets, il faut bien dire les choses comme elles sont, à l'époque, on parlait pas de ça , mais avec du recul, fallait bien que le parti puisse payer les assistants fédéraux... je ne sais pas comment....autrement qu'avec les fonds secrets."***<sup>19</sup> Il a depuis été prouvé que ces fonds ont régulièrement été utilisés par les partis au pouvoir<sup>20</sup>.

En 1959, Routier-Preuvost est chargé par Ernest Cazelles, secrétaire général adjoint du parti, de réaliser une tournée d'inspection des assistants fédéraux dans certains départements. Il se trouve que cette personne est le frère d'Auguste Routier. Ce rapport met l'accent sur l'activité de l'assistant fédéral dans la région stéphanoise et dans les vallées du Giers et de l'Ondaine au détriment du Nord du département. Le rôle d' A. Routier est souligné dans la campagne électorale de Claude Durand contre Pinay à Saint Chamond en 1958. Durand est alors le plus jeune candidat de France, il a vingt quatre ans. Les faiblesses relatives de l'assistant fédéral sont d'ordre administratif ou concerne les connaissances en démographie et en histoire politique du département. Auguste Routier n'est pas originaire de la région. Cependant, après le « retour aux affaires de De Gaulle », Ernest Cazelles prévient Volle, que les fonctions d'assistant fédéral, occupées par Auguste Routier, prennent fin au 28 octobre 1959<sup>21</sup>.

## **Faiblesse du parti dans le département**

Le département de la Loire est loin d'être un bastion de la S.F.I.O. comme le sont à l'époque les Bouches du Rhône ou le Pas de Calais. Ce département est fortement industrialisé avec des industries aussi diversifiées que la mine, la métallurgie, les armureries au sud, et le textile au nord. La part des ouvriers dans la population active, en 1954, est donc importante, supérieure à 45 % d'après une carte d'Alain Bergounioux et de Gérard Grunberg<sup>22</sup>, les succès électoraux d'un parti, qui s'affiche comme étant ouvrier, devraient être importants. Mais, dans ce département, c'est le P.C. qui possède la

---

<sup>19</sup> ***Entretien effectué avec Auguste Routier et Claudius Volle, le 3 mai 2003. Les citations en italique sont tirées de cet entretien.***

<sup>20</sup> Réforme des fonds spéciaux, gouvernement Jospin.

<sup>21</sup> E.Cazelles à C. Volle, 2 septembre 1959, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>22</sup> Bergounioux Alain, Grunberg Gérard, *Le long remord du pouvoir : Le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, p.182.



meilleure audience dans le monde ouvrier. En 1956, la S.F.I.O., toujours d'après une carte de Bergounioux et Gunberg<sup>23</sup>, recueille entre 10 et 20 % des suffrages exprimés, cette estimation, dont la source est le Ministère de l'Intérieur, est très large: si l'on prend en compte la multitude d'étiquettes qui existe dans la *nébuleuse "gauche non communiste"*<sup>24</sup>, les chiffres avancés semblent généreux.

M. Volle constate : *"c'est un département difficile, sociologiquement c'est un département difficile parce que l'influence de la Haute Loire, pas l'influence protestante, mais l'influence catho."*<sup>25</sup> En fait, les explications et raisons de cette faiblesse sont nombreuses et l'intérêt de ce mémoire est de tenter de les mettre en évidence. Généralement, ce type de fédération ne suscite que peu de recherches. De plus, aucun socialiste de ce département ne joue un rôle politique de premier plan.

Une fédération faible au niveau organisationnel

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Ce graphique a été réalisé avec les informations contenues dans les rapports de congrès

La courbe ci-dessus nous montre l'évolution des effectifs militants dans la Loire, on remarque au premier abord la chute vertigineuse du nombre d'adhérents à la S.F.I.O. entre 1945 et 1949. On peut analyser cette baisse ainsi, dans l'immédiat après-guerre, les socialistes profitent de leur participation à la résistance, par la suite, de nombreux militants vont quitter la S.F.I.O. à cause de la déception que suscite chez eux l'action des socialistes au gouvernement. C'est la période du Tripartisme et de la Troisième Force. Cette déception est sûrement due à la stratégie de participation au gouvernement au sein de majorités mouvantes à la droite et à la gauche de la S.F.I.O.. Ce désengagement prend place dans l'échec global de donner une dimension politique à la Résistance, ce rassemblement pendant une période de guerre ne reposait pas sur un projet politique commun, les communistes, les socialistes y côtoyaient des personnes de sensibilités radicalement différentes comme la droite nationaliste et même des royalistes. La relative unité de la Résistance prenait place dans une situation exceptionnelle, qui ne pouvait se poursuivre dans un pays pacifié fonctionnant avec des institutions démocratiques.

De plus, la fin de la guerre et la reconstruction ne bouleversent pas la situation économique précaire des Français, les privations ne disparaissent pas. Le rationnement continue jusqu'à la fin des années quarante et le problème des logements ne se résout que lentement. A partir de 1950, les effectifs ne dépassent plus 500 personnes sauf en

---

<sup>23</sup> Idem, p.181.

<sup>24</sup> *U.D.S.R., Radical socialiste, Union de la Gauche Socialiste, Indépendant de gauche, ces "étiquettes" sont extraites de la "liste des candidats" parue dans le Pays Roannais, le 21 novembre 1956, pour les législatives,*

<sup>25</sup> *M. Volle fait ici référence au fait que la Haute Loire a connu de fortes tensions religieuses, des oppositions, voire des affrontements entre Catholiques et Protestants, ces tensions très anciennes, semblent avoir laissé des traces aux cœurs des populations du département, la religion ayant gardé une place importante dans l'identité des habitants.*

1956-1957, cette remontée temporaire peut s'expliquer en partie par la dynamique créée par l'obtention dans la Loire d'un siège de député en janvier 1956 et par l'action du permanent du parti, poste créé à cette époque. Le discrédit touchant le parti après la poursuite et l'intensification de la guerre d'Algérie n'apparaît pas de façon significative. On peut ainsi noter que le Parti Socialiste Autonome <sup>26</sup> (P.S.A.) ne rencontre pas un franc succès parmi les militants socialistes de la Loire. Le P.C. bien implanté bénéficie peut être de la politique algérienne de Guy Mollet. Mais rien ne prouve l'existence de nombreux « transfuges » entre les deux partis à cette période, des sympathisants renoncent sans doute à leur statut de membre, mais pas dans une grande proportion.

En 1956, deux crises internationales divisent l'opinion mondiale, la gauche française en particulier. C'est d'abord l'intervention soviétique en Hongrie en octobre, et le déploiement conjoint de forces franco-israélo-britanniques en Egypte pour tenter de reprendre le contrôle du canal de Suez, nationalisé par Nasser pendant l'été. Le P.C.F. soutient l'intervention en Hongrie et la S.F.I.O., celle de Suez, par le biais de ses ministres. Alors que l'un et l'autre condamnent l'impérialisme et dénoncent le recours à la force dans des pays indépendants et souverains, du moins celui qu'ils ne soutiennent pas. Ces deux interventions militaires et quasi simultanées avaient pour objectif de réinstaller un pouvoir écarté par des insurrections en Hongrie. Pour l'expédition de Suez, des capitaux investis par le Royaume Uni et la France, sont nationalisés, pour Israël, il s'agit de mettre un terme au panarabisme nassérien et à l'expansionnisme égyptien. La France agit surtout contre un soutien des nationalistes algériens, aux niveaux financier et logistique.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Ce graphique a été réalisé avec les informations contenues dans les rapports de congrès

La représentation de la fédération dans les congrès de la S.F.I.O. reste globalement très faible tout au long de la période étudiée. Le nombre de délégués au congrès ne dépasse pas deux sauf dans l'immédiate après guerre. La tendance observée précédemment se retrouve, on remarque en fait que la baisse progressive du nombre de mandats dont la Loire dispose, trouve un court répit à partir de 1956. Dès 1960, le rythme des congrès diminue, le parti se réunit dès lors en congrès tous les deux ans. Les délégués de la Loire n'ont jamais eu une influence importante au sein des congrès nationaux.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Ce graphique a été réalisé avec les informations contenues dans les rapports de congrès.

De 1949 à 1960, la S.F.I.O. procède à un classement de ses fédérations au point de vue de leurs mandats. Les résultats de la Loire sont intéressants, car ils confirment que ce département ne fait pas partie des implantations traditionnelles et importantes du parti. Ce

---

<sup>26</sup> Le P.S.A. est fondé en 1958 par Edouard Depreux, en réaction à la politique coloniale de la S.F.I.O. et à son électoralisme.

classement très changeant montre la proximité de toutes les fédérations faibles dont les situations internes font varier le classement de façon notable. Dans ce constat de faiblesse, la Loire n'est pas un département isolé. On peut signaler ici que la Loire faisait partie des onze premières fédérations en 1919<sup>27</sup>, alors que trente ans plus tard, elle ne fait plus partie des vingt premières fédérations, mais des trente dernières. Cela démontre le terrain perdu face au P.C., fondé en 1920 après le Congrès de Tours.

Grâce à la carte nationale<sup>28</sup> ci dessus, on réalise bien la faiblesse de la fédération où la proportion d'adhérents à la S.F.I.O. ne dépasse pas un pour mille, au moment où le parti est le plus puissant dans le département, si l'on excepte la courte période d'euphorie après la Libération.

Une audience électorale médiocre

Le département dispose de peu de mairies socialistes : "*Roche la Molière avec Roulière, y'avait pas grand monde comme maire! La Ricamarie, Roanne, Pouilly, [...] Saint Priest en Jarez avec Cotier, Terrenoire avec Justin Combse, Lorette, Chambon Feugerolles avec Jean Moulin*"<sup>29</sup> il faut bien sûr prendre compte le fait que ces communes ne sont pas restées socialistes sur toute la période étudiée, à Roanne, par exemple, la municipalité bascule à droite au début des années soixante. De plus, la représentation de la S.F.I.O. au conseil général est minime, pendant des années, un seul conseiller général est S.F.I.O.: Ennemond Thorat. Les conseillers généraux socialistes au sens large sont plus nombreux: Petrus Faure avec des étiquettes changeantes, Claudius Petit avec L'Union Démocrate et Socialiste de la résistance (U.D.S.R.). Sur le plan parlementaire, un seul député S.F.I.O. est élu sur toute la période. En 1956, E. Thorat est élu de justesse grâce à la loi des apparentements<sup>30</sup> défavorables aux communistes, sur une liste de rassemblement S.F.I.O.- radicaux.

En ce qui concerne les résultats électoraux nationaux, un des ouvrages de référence est *la France aux urnes*<sup>31</sup>. Pierre Bréchon y présente des cartes nationales illustrant les résultats (en pourcentage) du parti socialiste dans chaque département. Selon, les

---

<sup>27</sup> Ligou Daniel, *Histoire du Socialisme en France, 1871-1961*, P.U.F., Paris, 1962, « la Vie intérieure de la S.F.I.O. » p.586.

<sup>28</sup> Bergounioux Alain, Grunberg Gérard, *Le long remord du pouvoir : Le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, p.182

<sup>29</sup> Jean Moulin, S.F.I.O., remplace Pétrus Faure après 1965.

<sup>30</sup> C'est un scrutin de listes, départemental, à un tour. Les listes peuvent s'apparenter si elles sont présentes dans au moins 30 départements. Si un apparentement obtient la majorité absolue, il emporte tous les sièges à pourvoir. La controverse à propos de la loi électorale et du mode de représentation occupe le Parlement de façon prolongée, en effet, ce scrutin résulte d'une dissolution de l'Assemblée. Suite à l'impossibilité d'un accord entre Sénat et Assemblée, notamment sur le découpage des circonscriptions électorales, la loi des apparentements de 1951 est appliquée. Les sièges sont répartis entre les listes de l'apparentement à la proportionnelle. Si aucune liste n'obtient la majorité absolue, la répartition des sièges se fait à la proportionnelle. En 1951, les apparentements rassemblent centre droit et centre gauche ( S.F.I.O., Radicaux, M.R.P.), contre le P.C.F. et le R.P.F. Cinq ans plus tard, les deux apparentements du centre sont concurrents ( S.F.I.O. et radicaux mendésistes contre M.R.P.). Martin Pierre, *les systèmes électoraux et les modes de scrutins*, Clefs, Politique, Montchrestien, 2<sup>ème</sup> éd., 1997, p.101-102.

scrutins, les fourchettes de classification varient, mais la Loire reste parmi les départements où la S.F.I.O. obtient des résultats peu élevés voire médiocres. La Loire se trouve dans la catégorie des départements où la S.F.I.O. reste faible de façon durable.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Carte extraite de Bréchon Pierre, *la France aux Urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.125 (chiffres en % d'exprimés).

Après la Libération, le parti met du temps à se réorganiser, la liste S.F.I.O. en 1946 n'obtient que 29.135 voix dans la Loire (sur 307.344 suffrages exprimés), résultat décevant pour une fédération qui compte à l'époque 2.500 adhérents. Le ratio est donc d'environ dix voix pour un militant, même si l'écart avec la liste de rassemblement des gauches républicaines est faible, l'audience électorale du parti, c'est-à-dire sur un programme, est médiocre.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Carte extraite de Bréchon Pierre, *la France aux Urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.125 (chiffres en % d'exprimés).

Après l'échec de 1951, la S.F.I.O. tente d'imposer un candidat, de dimension nationale, dans une élection législative partielle en 1952, Roiron propose André Philip à Brutelle, finalement le socialiste Lyonnais refuse<sup>32</sup>, le secrétaire fédéral se porte donc candidat. Le fait peut paraître curieux, une fédération locale espère bénéficier d'un parachutage d'une personnalité.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Carte extraite de Bréchon Pierre, *la France aux Urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.125 (chiffres en % d'exprimés).

Toutes ces cartes illustrant l'audience électorale de la S.F.I.O. lors des élections législatives, montrent principalement la faiblesse permanente du parti et de ses candidats. Cependant, il faut noter, que le parti faisant alliance dès le premier tour avec les radicaux, les résultats réels ne sont pas pris en compte. En 1956, lors d'un scrutin de liste, le candidat S.F.I.O. occupe la deuxième place derrière un radical, cette liste qualifiée de « mendésiste » recueille 54.169 suffrages sur 328.981 exprimés, c'est-à-dire 16,5 %. Elle se place derrière les communistes et les indépendants de A. Pinay, mais devant la liste M.R.P. mené par G. Bidault. Il est bien sûr impossible de déterminer la véritable audience des socialistes S.F.I.O.. Ces cartes soulignent la marginalité de la S.F.I.O. dans la Loire. Les barèmes mobiles de classement des départements positionnent nettement la fédération ligérienne parmi les plus faibles de métropole.

---

<sup>31</sup> Bréchon Pierre, *La France aux urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.107-118.

<sup>32</sup> Benoit Roiron à Georges Brutelle, 13 mai 1952, correspondance fédérale, O.U.R.S.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Carte extraite de Bréchon Pierre, *la France aux Urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.125 (chiffres en % d'exprimés).

Aux élections générales de 1958, le scrutin majoritaire uninominal à deux tours est de retour. Il y a donc des candidats S.F.I.O. dans le département, des alliances avec les Radicaux sont conclus. Un seul candidat S.F.I.O. se maintient de justesse au deuxième tour, Thoral. Il perd son siège de député face à Georges Bidault <sup>33</sup>.

Carte extraite de Bréchon Pierre, *la France aux Urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.130 (chiffres en % d'exprimés).

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

En 1965, les partis de la gauche non communiste s'entendent derrière la candidature de François Mitterrand, les communistes lui apportent leur soutien. Le principe des élections présidentielles au suffrage universel est en contradiction avec la vision communiste des institutions, ils ne présentent donc pas de candidat. F. Mitterrand représente donc une gauche unie aux élections de décembre 1965. Il réunit dans la Loire plus de trente pour cent des suffrages <sup>34</sup>. Il s'agit pour la Loire d'un excellent résultat. Les socialistes S.F.I.O. se sont engagés pour l'ancien ministre U.D.S.R., avec le P.S.U., le P.C. et les Clubs, ils contrôlent des comités de soutien, mais des tensions persistent avec leurs partenaires.

## Sociologie des militants <sup>35</sup>

Des catégories socio professionnelles classiques pour la S.F.I.O

La sociologie des militants de la S.F.I.O. dans la Loire est relativement classique et conserve une bonne implantation dans les milieux ouvriers, les sections de Roche la Molière et de la Ricamarie sont traditionnellement des sections très ouvrières avec la présence de nombreux mineurs. Mais la catégorie socio professionnelle la plus présente à la S.F.I.O. est sans conteste la fonction publique. Tous les services de l'Etat sont représentés dans les rangs socialistes. Les enseignants sont très actifs, tout comme les employés de la Poste. Les employés au sens large constituent une base électorale et militante importante pour le parti socialiste. Le caractère rural du département et

<sup>33</sup> *Le Pays Roannais*, 5 décembre 1958, Sixième circonscription Feurs-Charlieu : Bidault : 50,77 % des exprimés, Thoral : 29,24 %.

<sup>34</sup> *Le Pays Roannais*, 24 décembre 1965, F. Mitterrand : 30,68 % au premier tour, 46,21 % au deuxième tour.

<sup>35</sup> Sadoun Marc, "Sociologie des militants et sociologie du Parti, le cas de la S.F.I.O. sous Guy Mollet" *Revue française de science politique*, juin 1988, p.351.

l'importance de l'activité agricole donne à ce milieu, une importance politique non négligeable.

Les fonctionnaires : la base militante dominante

Les forces de police sont aussi bien représentées au sein la Fédération, c'est principalement l'entretien avec les anciens secrétaire général et délégué fédéral qui a mis en évidence cet élément: un commandant des C.R.S., des C.R.S. relativement nombreux et au moins un inspecteur des R.G. très impliqué dans la vie de la fédération <sup>36</sup>. A Montbrison, en 1956, a eu lieu une réunion commune entre socialistes et communistes pour lutter contre le poujadisme, la préfecture avait lancé un interdit contre toute manifestation, finalement, une manifestation s'organise. Auguste Routier y participe en tant qu'officiel du parti accompagné de Jaboulay, un C.R.S. militant socialiste:

***"Il y avait une gerbe à déposer au monument aux morts, obligé de suivre le train, en tête de la colonne bien sûr, parce que je voulais pas laisser la place aux cocos et aux autres. [...] les C.R.S. ont commencé à sortir de là, mon vieux avec les casques et tout, je me souviens, ça m'avait fait l'effet d'une ruche, des gros bourdons là qui sortaient. [...] Ils avaient coupé la colonne en deux, les officiels devant et tout les gens étaient coupés.[...] Les C.R.S. qui sortaient en tête, c'étaient des socialistes." Cette anecdote illustrent l'engagement de nombreux C.R.S. aux côtés des socialistes dans le département: "Un commandant des C.R.S., Bonnet prenait toujours ses vacances pour les élections, il se mettait en congé pour aller faire la campagne électorale [...] c'étaient les copains C.R.S. qui nous assuraient la protection [...] c'étaient de sacrés militants".***

On peut noter que les Francs Tireurs Partisans (F.T.P.), communistes ont été incorporé dans les compagnies de C.R.S., afin de les neutraliser et de les disperser dans la masse de cette force de l'ordre, il s'agit d'une décision d'Adrien Tixier, socialiste, en 1944, sous le gouvernement de Gaulle <sup>37</sup>. Le Ministre de l'Intérieur connaît donc la position privilégiée des socialistes dans les C.R.S..

Les sapeurs pompiers, de Saint Etienne particulièrement, semblent avoir été massivement sympathisants de la S.F.I.O.. A. Grizard secrétaire de section S.F.I.O. et secrétaire syndical des Sapeurs Pompiers écrit à Mayer pour lui faire part de l'inquiétude de ce corps de fonctionnaires, quant la militarisation de leur statut. Ce changement entraîne la perte de leurs droits politiques et syndicaux. Grizard affirme que 90% des sapeurs pompiers de Saint Etienne sont socialistes. Mayer fait donc suivre à Tixier à l'Intérieur de ces doléances, de plus, il soutient devant Tixier deux délégués, des socialistes, du syndicat général des municipaux C.G.T. de Saint Etienne.

Toujours en ce qui concerne les fonctionnaires, les employés de la Poste estiment que la S.F.I.O. défend leurs intérêts de la façon la plus efficace. Lors d'une grève des facteurs de Saint Etienne en mars 1957, les tentatives de médiation de personnalités

<sup>36</sup> D'après l'entretien réalisé avec Claudius Volle et Auguste Routier et une correspondance entre cet inspecteur et E. Thorat, alors député.

<sup>37</sup> Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République*, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, p.19.

S.F.I.O. sont accueillies favorablement par les grévistes<sup>38</sup>. Les services de la Poste sont un milieu social où la S.F.I.O. trouve durablement des sympathisants et des militants. De nombreux facteurs sont membres S.F.I.O. et participent activement aux activités militantes du parti<sup>39</sup>.

Avec la crise algérienne, et les décisions gouvernement Mollet, une partie de la base privilégiée du parti, les enseignants affichent ouvertement leur opposition à la S.F.I.O.. Ces anciens militants ou sympathisants reprochent à la direction une véritable « *guerre aux intellectuels* », c'est du moins ce qu'on déduit d'une brochure interne à la S.F.I.O. de 1958<sup>40</sup>, exposant les raisons du ralliement à de Gaulle.

Les ouvriers : une composante revendiquée mais en déclin

Le sentiment que la S.F.I.O. est un véritable parti ouvrier et populaire, est affirmé et demeure prépondérant pour les anciens militants: "*Il y avait d'avantage de militantisme de base. On n'avait pas à se pencher sur la classe ouvrière, on en était issu. On en était*"<sup>41</sup>. En effet, les membres du parti sont majoritairement d'une famille populaire, sinon ouvrière. Cependant, La S.F.I.O. d'après la guerre, surtout après 1948 et la prise de control par les Mollétistes, est généralement considérée comme un parti au discours ouvrieriste et doctrinaire, mais dont l'action est souvent taxée d'électorisme. Le parti semble se détacher de sa base ouvrière et populaire, pour représenter les classes moyennes, employés et fonctionnaires en particulier. En fait, cette mutation semble être antérieure à la transformation organique du parti, d'après Maurice Duverger<sup>42</sup> en 1955, la S.F.I.O. se serait "radicalisé" au sens où elle aurait assimilé les caractéristiques du mouvement radical alors en recul, c'est à dire une "ruralisation" et un déplacement de l'électorat vers les classes moyennes employées. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg préfère à cette thèse de la "radicalisation" de la S.F.I.O., un point de vue plus modéré qui s'attache à mettre en évidence la mutation sociologique du parti en parallèle avec celle de la population française.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

<sup>38</sup> Note au cabinet du Préfet, 15 mars 1957, Dossier du cabinet du préfet concernant la S.F.I.O. pour la période 1944-1968, Archives Départementales de la Loire. Cote 547 :1185. Consultation soumise à dérogation.

<sup>39</sup> C. Volle et A. Routier,

<sup>40</sup> « Nous ne renions pas la IV ème République », « Les socialistes et les évènements de mai 1958 », « Nous ne déclarons pas la guerre aux intellectuels », « l'affaire de Suez », « De Gaulle et le Gaullisme ». Ce sont des documents édités en octobre 1958 par la S.F.I.O. pour expliquer ses positions sur ces différents sujets, fournir des arguments aux élus et responsables du parti qui doivent défendre cette politique et ces choix, très discutés en interne.

<sup>41</sup> C. Volle

<sup>42</sup> Maurice Duverger, "S.F.I.O. mort ou transfiguration?", *les Temps Modernes*, juin 1955. Ce raisonnement est relayé en parti par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remord du pouvoir : le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, p.183.

Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *Le long remord du pouvoir : le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, p.181.

D'autres paramètres plus anecdotiques entrent parfois en compte en ce qui concerne les désistements favorables aux partis de gauche : "à Roche la Molière, avec l'immigration polonaise, [...] c'était l'influence catho qui jouait à Beaulieu le Pontin (un quartier)"<sup>43</sup>, des éléments socio-religieux peuvent devenir prépondérants sur des scrutins où le choix est limité, alors que ces influences ne sont pas forcément premières au premier tour d'une élection. Dans certains quartiers « Polonais » de la région stéphanoise, l'église catholique est très influente, comme en Pologne où elle représente un contre pouvoir dangereux contre le régime communiste. Ainsi, l'anticléricalisme traditionnel des socialistes peut paraître un repoussoir pour ces populations. Par exemple, des tensions notables apparaissent dans la « colonie polonaise de la Ricamarie » entre Jean Cybak, instituteur, militant socialiste et l'aumônier local. D'autant que la langue est à cette époque parfois un obstacle à la propagande des partis. Des personnes continuent en effet de parler le Polonais dans des quartiers ouvriers du sud du département. Dans le cas des immigrants polonais, la situation politique de leur pays d'origine est aussi un élément ne favorisant pas l'adhésion à tout parti marxiste, même si ce terme ne signifie que peu de chose. Cette désignation est surtout utilisée de façon péjorative par les partis et journaux conservateurs comme le M.R.P. avec le Pays Roannais, mettre dos à dos la S.F.I.O. et le P.C. étant un des fondements de leur discours après l'échec de la Troisième Force.

Dans le Roannais, on remarque que les ouvriers tisseurs sont plus facilement attachés à la S.F.I.O. que ceux des industries lourdes du sud du département. Le facteur structurel de cette activité est important, certains ouvriers travaillent à domicile, de façon plus ou moins indépendante. Le niveau d'organisation des syndicats est donc différent, une sorte de corporatisme, est plus intéressante dans ce type d'activité. Ces ouvriers sont moins encadrés par le P.C. et les élus socialistes apportent leur soutien à leurs causes, ce, de façon durable.

#### La S.F.I.O. et le monde paysan

Le parti dispose aussi, dans ce département rural, d'une certaine audience dans le milieu agricole, par l'intermédiaire de personnalités comme Ennemond Thoral, élu socialiste et exploitant agricole, ce genre de profil a l'avantage de rallier des personnes différentes dont les intérêts ne semblent pas communs aux premiers abords. La prospection des socialistes dans le monde paysan peut être vu à la fois comme une volonté d'étendre son implantation à l'ensemble du territoire de la Loire, les communes rurales étant nombreuses au Nord et en périphérie Est et Ouest du département. La « colonne vertébrale » et l'axe d'industrialisation de l'espace étant le fleuve éponyme. L'intérêt pour le monde paysan de la S.F.I.O. dans la Loire est aussi le résultat de l'échec de ce parti auprès des ouvriers et mineurs, majoritairement acquis aux communistes.

Bien que la France profonde et paysanne ne soit pas idéologiquement et historiquement la base du socialisme réformiste français, cet enjeu politique et social a permis, à la fin du XIX ième siècle, l'élaboration d'une doctrine socialiste plus souple par

---

<sup>43</sup> C. Volle et A. Routier



rapport aux agriculteurs. L'ouvrage dirigé par Georges Duby et Armand Wallon : *Histoire de la France Rurale* <sup>44</sup>, est intéressant à ce sujet. Sous l'influence de Adéodat Compère-Morel et de Jean Jaurès, la S.F.I.O. se pose en défenseur de la petite propriété paysanne. On peut noter que ce virage doctrinal a lieu à Roanne en 1882. Des textes de Jaurès abordent ce sujet à partir de septembre 1894 avec le Congrès de Nantes. On peut résumer cette nouvelle dialectique par quelques citations. Le 3 juillet 1897, Jaurès déclare devant la Chambre des Députés :

**« Entre la grande propriété et la petite propriété paysanne, il n'y a pas seulement une différence de degré, mais en quelque sorte une différence de nature, l'une est une forme de capital, l'autre une forme de travail. »**

Ainsi, l'opposition marxiste entre le capital et le travail est transposée au monde agricole. Même l'héritage de la terre, apparemment peu conciliable avec le socialisme, est adopté par la doctrine : « l'héritage du père au fils : « le moyen de vivre en travaillant sans exploiter les autres et sans être exploité par eux » ». Ce changement d'attitude face aux paysans constitue un élément méconnu de la synthèse jaurésienne, associant la révolution socialiste à la République, fondement du réformisme socialiste français.

Pourtant, la condition des manouvriers et commis de ferme reste sous-estimée, sans doute car peu mobilisant. De plus, cette forme de « lumpen proletaria » rural se caractérise par une absence d'organisation collective. Très répandus même dans les petites exploitations, ces travailleurs vivent généralement sous le même toit que leur patron, ce qui rend plus difficile une opposition frontale. Ils sont isolés, car souvent seul à être employé par le paysan. Leur mode et conditions de vie favorisent peu l'engagement politique.

A Tours en 1920, la majorité des paysans acceptent la IIIème Internationale et rejoignent le futur P.C., mais l'épreuve de la Grande Guerre peut expliquer cette position. Les paysans sont en effet la classe qui le plus souffert de la guerre, donc contre l'Union Sacrée. La ligne doctrinale du P.C. est claire concernant le monde agricole : « la terre à ceux qui la travaille ». La S.F.I.O. s'appuie sur une argumentation globale en affirmant l'efficacité économique des exploitations parcellaires et en favorisant l'essor de coopératives, du crédit mutuel et le développement de l'instruction. En 1936, le gouvernement du Front Populaire tente de mettre en place une première politique agricole ambitieuse tentant de consolider les petites exploitations et d'organiser ses rapports avec le système économique global. Il s'agit notamment de la création de l'Office du Blé <sup>45</sup>, organisme dont la mission est de limiter la spéculation sur ce céréale, dont le prix d'achat aux producteurs était jusque là très fluctuant. Cependant, avec le renouveau doctrinaire impulsé par des minorités sécessionnistes comme le P.S.A., l'opposition entre « petit et gros » (agriculteurs) tend à se nuancer, au profit de réformes structurelles et globales dans le domaine économique. La classe ouvrière a traditionnellement une certaine hostilité envers les paysans considérés, dans le passé, comme des « affameurs »,

---

<sup>44</sup> Duby Georges et Walon Armand (dir.), *Histoire de la France rurale. 4. Depuis 1914*. Seuil, Points Histoire, Paris, 1977, p.421-451 (Paysans contre agrariens).

<sup>45</sup> Depreux Edouard, *Renouveau du Socialisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1960, p.104.

membres à part entière de la « *petite bourgeoisie* »<sup>46</sup>. Ces reflètent bien sur une opposition ville campagne.

La volonté de s'implanter dans le milieu rural s'inscrit dans la durée pour la fédération S.F.I.O., dans une lettre du 25 mars 1946, Robert signale à Mayer la « *bonne tenue* »<sup>47</sup> d'un jeune paysan S.F.I.O., Courtial, dans des élections cantonales partielles. Il est finalement élu au conseil général en 1949. En 1951, ce dernier est présent sur la liste de Rassemblement de la Gauche Républicaine<sup>48</sup>. La désignation de Thoral par la fédération comme colistier de Michel Soulié en 1956, montre cette volonté, même si l'on ne peut pas écarter l'hypothèse d'une alliance contre les sections Roannaise, dont le maire Gougenot paraissait en meilleure position, de part l'importance de sa municipalité, seconde ville du département. Dans les espaces ruraux, l'appartenance à un parti n'est pas aussi prépondérant qu'en ville, la population y étant moins dense, on connaît plus facilement un élu, son engagement partisan n'est pas fondamental, par rapport à ses relations personnelles, les services qu'il rend, ou la reconnaissance dont il jouit dans une zone où le « bouche à oreille » conservent une importance non négligeable<sup>49</sup>.

Pour les socialistes exploitants agricoles, le rapprochement entre les conditions de vie des ouvriers et des paysans sont constantes. Thoral, maire d'une commune ouvrière bien que rurale, parvient à relier fortement son itinéraire personnel à celui des ouvriers, qu'il souhaite représenter.<sup>50</sup> En 1958, devant un auditoire ouvrier du sud du département, Thoral déclare, que lui, gratte la terre par le dessus et eux (les mineurs), par le dessous, mais qu'ils font en somme le même métier<sup>51</sup>. Thoral reçoit aussi les félicitations d'agriculteurs, pour son élection à la Chambre, sans être socialistes, des exploitants sont satisfaits, voire fiers, de l'élection d'un député paysan dans leur circonscription<sup>52</sup>. Cette double appartenance, au monde agricole et au parti socialiste, est véritablement un

<sup>46</sup> *Duby Georges et Walon Armand (dir.), Histoire de la France rurale. 4. Depuis 1914. Seuil, Points Histoire, Paris, 1977, p.421-451 (Paysans contre agrariens).*

<sup>47</sup> *Ces élections partielles résultent du décès d'un conseiller général M.R.P.. Courtial recueille 32 % des voix (716) contre Ditvial, M.R.P., 37 % (919), avec la présence d'un candidat P.C. 14 % (339) et d'un M.L.N. 10 % (255).*

<sup>48</sup> Jean Robert à Daniel Mayer, 25 mars 1946, correspondance fédérale, O.U.R.S.. *Le Pays Roannais*, 7 juin 1951.

<sup>49</sup> « Les études convergent pour souligner que dans les zones rurales la reconnaissance sociale repose souvent autant sur la notoriété familiale, les réseaux de relations informelles et les services rendus que sur l'appartenance à des organisations formelles. » Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste, sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 54.

<sup>50</sup> « Paysan ayant toujours vécu parmi mes camarades ouvriers [...] Le berceau de ma vie de labeur est le milieu ouvrier [...] Jeune, ayant subi les coups du destin, par cela livré jeune au travail [...] » Discours d'E. Thoral, 1955, Programme du parti socialiste, archives personnelles.

<sup>51</sup> A. Routier

<sup>52</sup> « J'ai été heureux lorsque j'ai appris votre élection à l'Assemblée Nationale. Les vrais agriculteurs de votre trempe n'y sont pas assez nombreux. » Jean Chizelle à Ennemond Thoral, 21 octobre 1956, archives personnelles.

avantage dans la Loire. C'est aussi un moyen d'être présent dans les organismes sociaux au niveau départemental, Thorald est par exemple membre des conseils d'administration du syndicat agricole, Mutuelle départementale, Caisse de crédit agricole, coopérative d'élevage, Coopérative laitière, Syndicat d'adduction d'eau ou d'électrification. Ce sont autant de voies d'interventions pour un élu, qu'il y soit présent en tant qu'élu ou d'agriculteur. Ainsi, le monde paysan apparaît, à la fois comme une catégorie sociale, bien que très peu homogène, mais aussi comme une forme de réseau de sociabilité, où les relations personnelles sont fondamentales.

Les réseaux de sociabilité de la S.F.I.O.<sup>53</sup>

Les réseaux de sociabilité permettent de définir plus précisément les milieux socialistes traditionnels. Souvent, ces réseaux s'enchevêtrent, car leurs membres respectifs partagent les mêmes convictions, mais il est intéressant de noter, que les personnes qui ne s'engagent formellement dans un seul de ces réseaux montrent ainsi leur conviction « prioritaire ». L'adhésion aux programmes S.F.I.O. peut s'expliquer par exemple par une « sacralisation » de la laïcité, ou reposer sur des notions de doctrine économique marxiste. La notoriété personnelle d'un cadre ou élu peut aussi être le fondement d'un rapport privilégié à la S.F.I.O., sans parler forcément de « clientélisme » ou de « népotisme ». Les élus et responsables du parti disposent de relations privilégiées avec les autorités, qui leur permettent parfois de rendre des services à des sympathisants ou simplement des administrés. L'intérêt de l'étude de ces réseaux est parfaitement exposé dans l'ouvrage de Frédéric Sawicki. Les interactions apparaissent ainsi de façon plus pertinente, comparées à des analyses basées principalement sur des dépendances ou indépendances, entre les différentes organisations militantes, dans des domaines distincts<sup>54</sup>.

Une des sources utilisées pour ce sujet précis est la correspondance personnelle d'Ennemond Thorald. Il s'agit bien sûr d'exemples dont on ne peut généraliser l'analyse, mais ils permettent de mettre en évidence certains éléments, quant à l'action d'un élu socialiste au niveau local. Certaines de ces lettres se trouvent en annexe. Elles concernent principalement des remerciements pour le « lobbying » habituel de l'élu. Les demandes de bourses et de subventions sont appuyées par le soutien d'élus, particulièrement si leur parti est présent au gouvernement.

Les réseaux Force Ouvrière

Nous avons précédemment abordé les relations entre S.F.I.O. et C.G.T.-F.O., d'un point de vue organisationnel, et par leur rôle respectif dans la concurrence à gauche entre P.C. et S.F.I.O.. Nous allons maintenant étudier le syndicat F.O. comme un réseau complémentaire, recouvrant en partie celui de l'organisation S.F.I.O. dans la Loire. Les militantismes syndical et politique comprennent bien évidemment des thèmes communs à travers lesquels peuvent converger des objectifs et surtout des convictions. L'opposition aux communistes et les liens historiques entre S.F.I.O. et F.O. fédèrent des militants, souvent membre des deux organisations.

---

<sup>53</sup> Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste, sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p.115-140.

<sup>54</sup> Idem, p.22-29.

Tony Peyre, secrétaire F.O., peut être considéré comme le parfait exemple du lien entre le parti et le syndicat, une interaction réciproque est générée par des personnalités « pivot » ou relais. Très actif sur le plan politique, son principal engagement demeure syndical. Germain Petit, syndicaliste F.O, représente la S.F.I.O. aux élections cantonales. Son activité politique est, encore une fois, une suite logique à son militantisme syndical. Le syndicat, par sa relation privilégié avec le monde salarié, fonctionne comme une sphère d'attraction, particulièrement à un moment, après 1958, où les politiciens socialistes<sup>55</sup>, sont discrédités par la politique et la direction mollétiste.

Des dirigeants locaux de la S.F.I.O. ont tenté, avec des expériences comme les comités d'entreprise: les G.S.E. (Groupe Socialiste d'Entreprise) dans la seconde moitié des années cinquante<sup>56</sup>, de ne pas abandonner le domaine économique, au cœur des entreprises, afin de limiter l'influence des syndicats communistes: **"On avait lancé aussi les comités d'entreprise<sup>57</sup>".** Il s'agit d'une forme d'entrisme dans le secteur économique sans être pour autant, des syndicats déguisés, ces organisations ont pour activité et domaine de compétence les loisirs organisés dans un cadre spécifique: les entreprises. Il est à noter que les syndicats ont une place définie et légale à l'intérieur de l'entreprise, uniquement depuis les Accords de Grenelle en 1968.

L'anticommunisme de F.O. est le ciment des liens entre le syndicat et le parti. En marge du 11 novembre 1956, l'union F.O. de Roanne organise, la veille des manifestations officielles, le dépôt d'une gerbe de fleurs au monument de la Paix. Des élus socialistes sont invités à participer à ce rassemblement. La dénonciation de l'intervention soviétique à Budapest est la principale raison de cette action : **« Cette manifestation sera faire en signe de deuil envers les hommes tombés en combattant pour la démocratie et particulièrement les victimes des tragiques évènements de Hongrie qui ont lutté sans espoir pour leur liberté. »**<sup>58</sup>

En 1958, le chaos institutionnel fait redouter un coup de force communiste. Il ne faut pourtant pas minimiser le refus du retour dans de telles conditions du Général De Gaulle, le syndicat C.G.T.-F.O. des métallurgistes de la Loire adresse le 30 mai 1958<sup>59</sup>, une demande à Thoral de voter contre la confiance au Général. Les inquiétudes de ce syndicat sont alarmistes à propos des risques planant sur le droit de vote et les droits syndicaux. L'intérêt de cette lettre est surtout la crainte qu'une « dictature de droite, même par personne interposée, fut elle prestigieuse, serait nous préparer, demain, par réaction à une dictature de gauche. ». « Le choix n'est pas en effet, entre de GAULLE et le Front Populaire », les syndicalistes socialistes redoutent surtout une réaction communiste et

---

<sup>55</sup> Le terme de politicien est employé ici sans aucune connotation péjorative, mais plutôt pour désigner ceux dont l'activité politique prévaut sur l'engagement syndical, c'est-à-dire principalement, les cadres locaux du parti S.F.I.O..

<sup>56</sup> Notes des R.G.,

<sup>57</sup> *Routier*

<sup>58</sup> *J. Maleville ( F.O. de Roanne) à E. Thoral, 8 novembre 1956, Archives personnelles, annexe.*

<sup>59</sup> Annexe.

donc une guerre civile.

Les réseaux F.O. sont des moyens pour la S.F.I.O. de s'appuyer sur les classes ouvrières et salariées. Ce maintien des socialistes au niveau syndical est aussi une question de survie dans les zones fortement industrialisées, où le P.C. est bien implanté. Là encore, l'interdépendance l'emporte sur une vision de ces relations qui se réduirait à des rapports de domination.

#### Les milieux laïques

Les militants de la fédération se sont impliqués dans différentes activités para politiques, les oeuvres laïques constituent un domaine d'action fondamentale pour les partis de gauche, les amicales laïques du département reflétant l'opposition entre socialistes et communistes qui se cristallisent au sein de la fédération départementales des oeuvres laïques qui devient un enjeu de pouvoir pour ces partis du fait des potentialités de recrutement de militants parmi la jeunesse offertes par ces organismes: *"une dualité socialistes-P.C [...] d'ailleurs ça a fait coulé un peu la fédération des oeuvres laïques de la Loire"*, la conséquence de cette opposition ont été la perte de cohésion au sein de cet organisme qui a abouti à un déclin de son influence et de son audience. On peut citer le cas de Tony Garnier<sup>60</sup>, exclu de l'Amicale Laïque de La Ricamarie par les communistes à cause de son vote en faveur du M.R.P. contre le P.C. lors d'un scrutin.

L'exemple du cercle de l'Eglantine est intéressant à ce propos, il s'agit d'un cercle socialiste, **"héritage des vieux socialistes"**<sup>61</sup> dans laquelle les militants S.F.I.O. se sont énormément impliqués afin d'organiser des activités de loisirs<sup>62</sup> pour les jeunes proches du parti de la région stéphanoise. Des camps de vacances sont même mis en oeuvre pendant les étés à la Suchère en Haute Loire. Ce type d'activité oblige un engagement et un militantisme quotidien. Les Clubs Léo Lagrange<sup>63</sup> sont aussi des éléments de la culture politique des socialistes, la politisation de ces organismes est très forte à l'époque: *"les gars venaient, on les suivait, on leur parlait, et puis petit à petit, il y en avait beaucoup qu'on amenait aux Jeunesses socialistes."*, ces associations occupent une place essentielle dans la diffusion des idées socialistes à travers la jeunesse, et donc, dans le recrutement de nouveaux militants. Ce type d'activité est un exemple de réseau de sociabilité. Une certaine formation doctrinale est dispensée par les aînés, qui permettent aux jeunes gens de se familiariser avec le socialisme, grâce à des textes ou des notions d'histoire, de politique ou d'économie. Mais l'activité principale de ces organismes est avant tout le loisir. Tout en étant basé sur la laïcité, les Clubs Léo Lagrange semblent

---

<sup>60</sup> Dossier du cabinet du préfet concernant la S.F.I.O. pour la période 1944-1968. Archives Départementales de la Loire. cote 547 :1185. Consultation soumise à dérogation.

<sup>61</sup> **6** *d'après l'entretien avec M.Volle.*

<sup>62</sup> Jeux de boules, organisation d'activité pour les enfants et les jeunes gens: carnaval, camps de vacances ou bals. Idem.

<sup>63</sup> La fédération départementale des Clubs Léo Lagrange est créée en 1959, présidé par Henri Régis, secondé par Simone Routier et Marius Chaze. « *Le bureau : tous des membres S.F.I.O. , comme presque la totalité des quatre vingt adhérents du Club* ». R.G., 23 septembre 1963, Dossier interne S.F.I.O. Archives Départementales de la Loire. cote 547 VT 3.

aussi être alternatives aux Fédérations des Œuvres Laïques<sup>64</sup>, contrôlées dans la Loire comme souvent ailleurs, par le P.C.. Toutes les activités peuvent participer à l'émergence d'une mémoire partisane locale, Le Cercle de l'Eglantine organise par exemple un concours de boules : le challenge Ernest Bonnavé, un socialiste résistant disparu à Montluc à la fin de la guerre.

En relation étroite avec les milieux laïques, les œuvres post et péri scolaires permettent d'agir au niveau communal ou cantonal pour mobiliser les laïcs. Des manifestations a priori, apolitique telles qu'un congrès intercommunal des œuvres laïques, sont autant de tribunes politiques pour la S.F.I.O.. En 1959, à Saint Denis de Cabanne, Thoral préside un congrès intercommunal, dans son discours, il appelle tous les laïcs à s'unir pour défendre les institutions républicaines. Le rapprochement entre la défense de l'école laïque et celle de la République est une composante fondamentale de ce discours. **« La République, aimait à rappeler Ferdinand Buisson<sup>65</sup>, en instituant l'Ecole Laïque, n'a pas fait œuvre de parti, elle a fait acte de nation qui eut l'union de tous ses enfants. »**<sup>66</sup> Le contexte de ce texte est l'avènement de la Vème République et du gaullisme, plus particulièrement, le projet d'augmenter les subventions aux écoles libres, c'est-à-dire privées et confessionnelles. L'opposition aux revendications l'Association des Parents des Ecoles Libres (A.P.E.L.) est commune à toute la gauche, mais le rapport de force n'est pas à son avantage à l'assemblée. La défense de l'Ecole laïque est un combat qui peut rassembler la gauche, l'appel à l'union de tous les laïques<sup>67</sup> est aussi un argument de rassemblement d'une gauche, qui à l'époque est très faible, et dont la recomposition ne fait que commencer.

La laïcité, bien plus que le marxisme, est une valeur centrale au sein des réseaux socialistes. C'est aussi un élément majeur de l'attachement des socialistes à la République. En tant que principe cardinal, la laïcité est un formidable vecteur de rassemblement, une fédération socialiste faible, comme celle de la Loire, bénéficie d'une stratégie de « front laïque » plus que « républicain », spécialement, lorsque les débats sur les Ecoles Libres, et leurs subventionnement étatiques sont d'actualité.

Les autres réseaux, personnels en particulier

D'autres associations ont en leur sein ou à leur tête des socialistes, cette implication dans le monde associatif dénote les causes chères aux socialistes, la Ligue des Droits de l'Homme<sup>68</sup> par exemple, dont le trésorier est, en 1957, Claudius Volle, alors secrétaire fédéral de la S.F.I.O.. Cette organisme départemental étant présidé par Houlgatte et

---

<sup>64</sup> Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste, sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p 120-121.

<sup>65</sup> *Ferdinand Buisson (1841-1932) est un homme politique de la IIIème République, radical-socialiste, il est un des défenseurs convaincus de la laïcité de l'Etat et de l'Education. Il reçoit le Prix Nobel de la Paix en 1927. Mourre Michel, Dictionnaire encyclopédique d'Histoire, Bordas, Paris, 1996, p.810.*

<sup>66</sup> *Discours d'E. Thoral, Congrès intercommunal de Saint Denis, 1959, archives personnelles.*

<sup>67</sup> Idem, « Oubliez vos querelles personnelles et politiques, vos sentiments parfois trop égoïstes et groupez vous pour lutter et défendre l'Ecole Laïque en péril. »

Michel Soulié, radicaux socialistes, alliés constant des socialistes dans la Loire. Au niveau national, il est à noter l'engagement de Daniel Mayer, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., qui préside la Ligue des Droits de l'Homme à partir de mars 1958<sup>69</sup>. Cette association devient un « repli » des anciens Blumistes, isolés et peu influents dans le parti, depuis la perte de la direction en 1948. Ce type d'association et le militantisme de socialistes en leur sein, sont une façon de se lier à des personnes extérieures du parti mais partageant certaines convictions communes. Le recrutement et le développement de relations amicales sont des éléments qui peuvent bénéficier au parti, mais il ne faut pas mésestimer l'engagement sincère de chacun, il est logique que les personnes les plus actives au niveau associatif militent aussi en politique.

Nous allons étudier un événement, celui du vote de confiance envers de Gaulle en juin 1958, par le député S.F.I.O.. Nous analyserons les courriers reçus par le député à propos de ce scrutin parlementaire, des éléments concernant l'électorat et le milieu des sympathisants de la S.F.I.O. peuvent apparaître. On trouve des demandes de voter contre, sept, et ensuite des remerciements pour ce choix, vingt cinq. Outre les remerciements-types émanant d'organisations nationales, des lettres dactylographiées ou manuscrites attestent le soutien local de certaines organisations ou de personnes privées.

Parmi cette correspondance, on identifie facilement les courriers d'associations proches du P.C.F. : les Amicales Laïques, les Comités de vigilance contre le fascisme. Tous ces courriers ont été envoyés entre le 22 mai et le 1<sup>er</sup> juin 1958. La résolution du « problème algérien », en écartant ceux qui ont autorisé des tortures, ou qui ont « déshonoré les institutions républicaines », introduit le refus catégorique de tout pouvoir personnel ou militaire. Le nom de de Gaulle est rarement cité, sans doute pour masquer toute hostilité personnelle, le contexte de cette question de confiance et la pression des militaires sur les institutions politiques légales sont les principaux arguments du vote contre. Les amicales laïques constituent un carrefour des militants de gauche, ainsi, ces organismes servent d'intermédiaires sur un sujet dont les positions sont communes : l'Amicale Laïque de Saint Denis de Cabanne encadre une motion commune de l'Union cantonale des œuvres postsecondaires et des sections socialistes et communistes. Ce rassemblement ponctuel est désigné comme les « **Républicains du canton de Charlieu** »<sup>70</sup>.

Autre lettre intéressante, manuscrite celle-ci, contrairement aux précédentes, c'est celle « d'un groupe de mamans du quartier de Beaulieu, Saint Etienne », cet appel à refuser l'investiture du Général de Gaulle diffère des autres, car le seul argument évoqué est le « désir de sauvegarder les libertés chèrement acquises ». Aucune référence au

---

<sup>68</sup> Note des R.G. au cabinet du Préfet, 5 janvier 1957, Dossier du cabinet du préfet concernant la S.F.I.O. pour la période 1944-1968. Archives Départementales de la Loire, cote 547 : 1185. Consultation soumise à dérogation.

<sup>69</sup> Il quitte la S.F.I.O. en juin 1958, après le ralliement de la direction à de Gaulle, il rentre au P.S.A.. Son opposition à la politique algérienne de Mollet l'a isolé dans le parti. Couteau Michel et Gaston Gilbert, *Daniel Mayer, des combats, une parole*, l'Harmattan, Paris, 1999, p.17.

<sup>70</sup> *Amicale Laïque de Saint Denis de Cabanne à E. Thorat, le 22 mai 1958, en annexe.*

pouvoir personnel n'est faite, nous ignorons si ce groupe se compose de mères de jeunes hommes appelés en Algérie, mais cela semble être la seule possibilité, car aucune appartenance à une quelconque organisation n'est déclarée.

Pour les remerciements consécutifs au vote, nous porterons notre attention sur deux courriers : le premier est celui d'un directeur d'école de Saint Etienne, et le second, d'un groupe de cultivateurs de Saint Just en Chevalet. Le premier met en avant l'engagement du syndicat des instituteurs dans les comités de vigilance antifasciste, ainsi que son adhésion au socialisme en 1930, il représente le modèle type de la base socialiste : un membre de la fonction publique qui ne renâcle pas à la collaboration avec le P.C. dans certaines circonstances. Le second courrier, signé par cinq agriculteurs, n'est pas adressé à « un camarade » mais seulement au député. Outre le remerciement d'avoir voté contre de Gaulle, le regret que l'autre député républicain : Michel Soulié ait « failli », est exprimé. Ces cinq cultivateurs montrent l'attachement républicain de cette classe sociale. Même si aucune représentativité ne peut être dégagée de ce texte. Il prouve que les paysans ne sont pas unanimement une force de réaction.

Les interventions de député facilitent aussi l'accession à des subventions pour des communes, Cottier, maire S.F.I.O. de Saint Priest en Jarez, remercie Thorat pour son appui devant la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Loire, au sujet d'un emprunt. Il s'agit évidemment de l'activité normale d'un député, qui, en rendant des services, acquiert une certaine reconnaissance. C'est ainsi que se constituent les réseaux personnels des élus. Après des concitoyens, ce sont les aides sociales et les nominations dans la fonction publique, qui sont l'objet de la majorité des lettres. Les permanences électorales sont aussi un moyen d'obtenir de petits avantages : « elle était toujours tenue ». Les administrés peuvent rentrer en contact facilement avec le parlementaire ou son parti.

## **Relations avec la direction nationale du parti S.F.I.O. (1944-1965)**

Pour un parti de militants comme celui étudié, très organisé, hiérarchiquement et administrativement, il est indispensable de s'intéresser aux relations entretenues avec la structure nationale du parti. D'abord, ces relations, sur une période aussi longue, ont bien entendu variées de façon considérable notamment à la faveur des changements de personnels, aussi bien au niveau fédéral et que national. Dans la correspondance entre les deux entités<sup>71</sup>, on trouve aussi des courriers de socialistes ligériens, principalement d'anciennes figures socialistes du département comme par exemple Ferdinand Faure. Ce dernier critique les responsables fédéraux du parti et leur politique, leurs actions ou leur prise de distance avec les consignes de la direction nationale. Cette correspondance non officielle illustre ainsi les luttes d'influences au sein de la S.F.I.O. dans la Loire ou tout au moins des tensions.

---

<sup>71</sup> Cette correspondance est conservée et disponible à l'O.U.R.S. pour la période 1944-1965.



On peut aussi observer l'importance des rapports personnels à travers cette correspondance, très fournie dans l'immédiate après-guerre avec Jean Vincent à la tête de la fédération et Daniel Mayer, secrétaire du parti. Il est intéressant de signaler une alternance du tutoiement et du vouvoiement entre Jean Vincent et Daniel Mayer, le vouvoiement étant utilisé pour les courriers d'ordre administratifs, cet usage est étrange, car traditionnellement, dans les partis ouvriers, l'usage du terme de « camarade » va de pair avec le tutoiement. Peut être doit on en conclure que les questions administratives ne sont pas traitées directement par Mayer, mais lui sont seulement adressées. On constate à partir de 1946 que la répartition des fonctions au sein de la direction nationale se clarifie, des interlocuteurs aux attributions plus précises, comme Michel Verdier alors vice secrétaire général ou Georges Brutelle, répondent désormais à certains courriers adressés à Mayer ou plus tard à Mollet.

Ensuite, la fréquence des échanges diminue et la correspondance devient beaucoup plus formelle et administrative<sup>72</sup>. Une des raisons possibles est le changement de personnel, mais il faut sans doute tenir compte des « facteurs technologiques », comme la possible expansion du téléphone et sa commodité d'usage. La correspondance écrite conservant un caractère plus officiel et permettant de laisser une « trace » dans les archives.

La subordination de la Fédération à la direction nationale est en fait relative, certaines décisions contraires aux instructions du siège sont justifiées et sont finalement approuvées selon leur opportunité et leur conséquences, positives ou non. Le contexte politique national ne peut être transposé parfaitement au niveau local. Une inertie due à la situation départementale est indéniable. Une certaine continuité des alliances, même dénoncées au niveau national, peut être remarquée. Inversement, des politiques d'accords impulsés par le « haut » peuvent être des échecs complets, éloignant même des sympathisants fidèles, mais opposés à un électoralisme flagrant ou ressenti. Paradoxalement, la faiblesse de la fédération de la Loire peut expliquer une latitude relativement importante dans le champ des alliances électorale, même en période de tension entre S.F.I.O. et les radicaux, des arrangements sont entérinés a posteriori par le secrétariat général, malgré l'opposition de personnalité socialistes du départements. L'exemple des élections de 1956 est intéressant de ce point de vue : la S.F.I.O. et les radicaux déposent une liste commune dans le département avec Michel Soulié, un radical, en première position, et Ennemond Thorat, un socialiste, en seconde position. Dans une lettre du 16 mars 1955, Claudius Volle, secrétaire fédéral, demande à Pierre Commin<sup>73</sup>, secrétaire adjoint, l'autorisation de cet accord départemental. Il insiste sur le fait que la faiblesse du parti dans la Loire rend difficile une liste exclusivement S.F.I.O.:

« Tu sais que notre fédération est très faible » d'où « l'impossibilité de respecter les consignes du parti ».

Le 8 décembre 1955, Georges Brutelle répond positivement à Volle : « le Comité

---

72

73 Pierre Commin est chargé après la victoire du Front Républicain en 1956, par la S.F.I.O. de mener des négociations secrètes avec les dirigeants extérieures du F.L.N..

Directeur n'est pas convaincu par l'argumentation de la Fédération sur l'apparement, mais à titre exceptionnelle ...une dérogation est acceptée. »

Volle insiste sur l'importance de l'appui du journal radical *La Tribune* et de la « nécessité de reconstruire une fédération plus digne de notre parti ». Michel Soulié, la tête de liste, est à l'époque le rédacteur en chef de ce quotidien, et il est nécessaire de notifier les vaines tentatives d'établir un journal S.F.I.O. localement. *Le Populaire* n'a jamais disposé d'une édition locale dans la durée, cet enjeu ayant mis à mal les finances de la fédération à chaque tentative. Pour cette raison, la presse paraît être aux yeux des dirigeants de la fédération, un élément incontournable et intimement lié à la réussite électorale du parti. C'est évidemment en partie vraie, mais l'échec d'un journal socialiste durable dans la Loire est à la fois le résultat et la conséquence de la faiblesse du parti.

#### L'Algérie comme source de tensions dans le parti

Dans le contexte de la Guerre d'Algérie, la nécessité de rester proche des convictions des sympathisants, et de ne pas laisser le P.C. apparaître comme le seul parti pacifiste, est cruciale dans un département où la Fédération est faible, c'est-à-dire disposant de peu de marge de manoeuvre. C'est donc à la fois des motifs idéologiques et rationnels qui expliquent cette indulgence de la Fédération pour ces actions communes des militants S.F.I.O. avec ceux du P.C.. Les responsables et élus locaux, qui ne sont pas forcément opposés à ces actions communes, tentent de relativiser les conséquences néfastes craintes par la direction nationale. Par exemple, lors d'une visite de Marquis, délégué national à la Propagande, à Roanne le 28 juin 1958, ce cadre du parti rappelle la consigne de ne pas participer aux « comités d'inspirations communistes ». En effet, des socialistes avaient manifesté aux cotés des communistes au lendemain du 13 mai<sup>74</sup>. Marquis admet et excuse les contradictions de cette action commune, du fait de l'inquiétude sur l'avenir des institutions.

De plus, Thoral s'est prononcé contre le Général De Gaulle lors du vote du 1er juin<sup>75</sup>. Les raisons de ce choix sont nombreuses et complexes, la crainte d'un régime trop personnel, la défiance envers les militaires, peut être des convictions anticolonialistes, et aussi une rancœur personnelle contre De Gaulle, due à sa période de captivité en Allemagne pendant la guerre. La position de certains militants ligériens est donc d'autant plus admissible qu'ils sont en accord avec des élus locaux. En juin 1958, devant un comité fédéral élargi, Thoral a déjà justifié son refus de l'investiture<sup>76</sup> de de Gaulle, l'assemblée l'approuvant malgré la réticence de certains responsables. En septembre

---

<sup>74</sup> Le 13 mai 1958, a lieu à Alger ce qui est généralement appelé le putsch d'Alger. L'armée fraternise avec des manifestants Pied-Noirs. L'Hôtel de Ville d'Alger est ensuite occupé, un comité du Salut Public est créé avec à sa tête le Général Massu. Ce comité exige du Président Coty la création d'un tel comité à Paris. C'est cette crise politique qui permet le retour de de Gaule « aux affaires », dans un contexte tendu, avec l'incertitude au sujet de la loyauté de l'armée entière aux institutions légales de la République. AGULHON Maurice, *Coup d'État et République*, La Bibliothèque du citoyen, Paris, Presse de Sciences Po, 1998.

<sup>75</sup> Relevé individuel des principaux votes du député Thoral, 3<sup>ème</sup> législature, année 1957-1958, troisième fascicule comprenant les scrutins n° 607 à 1000, scrutin n°990, archives personnelles.

<sup>76</sup> Note des R.G. au cabinet du Préfet, 16 juin 1958, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire.

1958, la commission exécutive<sup>77</sup>, réunie à Saint Etienne, apparaît très partagée à propos du référendum constitutionnel. C. Volle, Jean Vincent et Thorald se prononcent contre le texte, ils rassemblent autour d'eux 36 mandats, alors que les partisans du OUI recueillent 38 mandats, Roiron, Petiot et Darmaizin défendent le projet. Compte tenu de ce résultat très partagé, la fédération de la Loire ne participe pas à la bataille du référendum.

La fin de la IV<sup>ème</sup> république a bien sûr des conséquences pour le parti. Le discrédit du à l'échec algérien est important. L'épisode de la « **journée des tomates**<sup>78</sup> » à Alger en janvier 1956, où Guy Mollet, fraîchement désigné Président du Conseil, est accueilli par des jets de fruits et légumes par les Français d'Algérie. La politique du gouvernement Mollet ne correspond pas aux objectifs affichés lors de la campagne électorale, la paix et l'autodétermination de l'Algérie ne sont plus réclamées par les dirigeants socialistes<sup>79</sup>. La perception de la situation algérienne par Mollet a complètement évolué, même si le triptyque cessez-le feu, élections libres et négociations, constitue toujours la ligne directrice officielle du gouvernement. La délégation de pouvoirs spéciaux<sup>80</sup> en faveur de l'armée en Algérie illustre l'abandon politique sur ce problème.

Le gouvernement ne semble pas réagir face à la pression des militaires : le détournement, le 22 octobre 1956 de l'avion transportant les négociateurs du F.L.N. par les forces armées contre la volonté et sans autorisation du Conseil en est un parfait exemple<sup>81</sup>. Le gouvernement a alors entrepris des négociations avec les dirigeants du F.L.N. en exil. La nécessité de ménager les « Français d'Algérie », c'est-à-dire les non musulmans dotés de droits politiques pleins et entiers, apparaît incontournable au secrétaire général de la S.F.I.O., d'autant plus que les classes populaires de cette partie des Algériens votaient traditionnellement à gauche<sup>82</sup>. D'autant plus que condamner ce détournement montrerait la faiblesse d'un pouvoir politique face à des autorités militaires qui ne lui sont plus subordonnées. Dans le contexte de la guerre d'Algérie, il n'est pas envisageable de faire libérer les négociateurs arrêtés, en particulier, par rapport aux Européens d'Algérie.

En 1958, après la chute du régime d'assemblée et l'adhésion de la direction du parti aux nouvelles institutions, Edouard Depreux et une minorité anticolonialiste de la S.F.I.O.

---

<sup>77</sup> Note des R.G. au cabinet du Préfet, 17 septembre 1958, idem.

<sup>78</sup> **Winock Michel, La République se meurt, Folio Histoire, Seuil, Paris, 1985, 285 p.**

<sup>79</sup> Rioux Jean Pierre, *la France de la Quatrième République : 2. l'expansion et l'impuissance 1952-1958*, « Nouvelle Histoire de la France Contemporaine », « Points Histoire », Seuil, Paris, 1983, p.88 Guy Mollet : « *Une guerre imbécile et sans issue* ».

<sup>80</sup> Relevé des votes, Thorald, archives personnelles.

<sup>81</sup> Ben Bella, Khider, Boudiaf, Ait Ahmed et Lacheraf sont ainsi faits prisonniers au large d'Alger. Leur avion devait les mener de Rabat à Tunis Fondation Guy Mollet, *Témoignages Guy Mollet: 1905-1975*, Société d'édition du Pas de Calais, Arras, 1977, p.108.

<sup>82</sup> Rioux Jean Pierre, *la France de la Quatrième République : 2. l'expansion et l'impuissance 1952-1958*, « Nouvelle Histoire de la France Contemporaine », « Points Histoire », Seuil, 1983, p.101.

quittent « la Vieille Maison » et fondent dans un premier temps le Parti Socialiste Autonome (P.S.A.), deux ans plus tard, le P.S.U. est créé<sup>83</sup> grâce au renfort des radicaux mendésistes et de leur chef de file. Des dissidents du P.C.F. depuis 1956, derrière Jean Poperen, se joignent aussi à ce mouvement, qui constitue alors, à la fois un pôle attractif de la gauche non communiste, et alternatif à la S.F.I.O., discréditée par les stratégies contradictoires de sa direction, encore marquée par l'échec algérien.

---

<sup>83</sup> Le P.S.U. est fondé le 3 avril 1960 en remplacement du P.S.A.. Portelli Hugues, *La Vème République*, Grasset , 1994, p.115

## II Relations avec les autres partis dans le département

Les relations avec les autres partis dans le département peuvent s'expliquer par l'implantation géographique de la S.F.I.O., et bien sur par des éléments idéologiques et nationaux. Des groupes politiques partenaires sont indispensables à une fédération relativement faible telle que celle de la Loire. La S.F.I.O. n'a jamais pu obtenir de résultats électoraux de façon isolée. Certaines alliances sont intangibles comme celle avec les radicaux de gauche, d'autres ne s'expliquent que par le contexte politique nationale, comme c'est le cas avec les communistes ou avec le M.R.P. au début de la IV<sup>ème</sup> République. Mais ce sont les relations avec les communistes qui sont les plus intéressantes, l'histoire commune des ces mouvements, leurs fondements idéologiques proches, leurs électorats aux nombreuses caractéristiques semblables mettent en concurrence directe les deux partis.

Quant aux Indépendants et aux gaullistes, il n'y a peu de relations, ces mouvements ayant des objectifs éloignés de ceux des socialistes. De plus, leurs électorats sont assez dissemblables, il n'y a donc pas de réelle concurrence, ces partis ne se disputent pas véritablement le même électorat. Les tensions apparaissent en fait entre partis dont les projets politiques ont des audiences semblables ou proches. Ces éléments ne fournissent un cadre d'analyse parfait, loin s'en faut, car , dans les élections locales en particulier, la personnalité des candidats et responsables politiques sont fondamentaux, de même que la clientèle d'un «élu» n'est pas constituée de façon aussi rigide que la doctrine d'un parti

ou de sa politique. Les syndicats sont à l'époque très liés aux partis politiques, c'est pourquoi nous allons étudier les relations de la S.F.I.O. avec les syndicats, et celles entre les syndicats de sensibilité communiste et socialiste.

## **Mouvements de droite**

Les mouvements de droite sont par définition moins organisés que ceux de gauche. La place des indépendants et modérés dans le département montrent le refus de toute carcan idéologique, ou même de toute base doctrinale. La droite est structurellement majoritaire dans la Loire. Les campagnes étant toujours sur représentés, par rapport à la population, dans les institutions politiques. Bien qu'industriel et relativement urbanisé, le département de la Loire ne peut être placé dans la même catégorie que ceux du nord ou de la région parisienne. Antoine Pinay, représentant emblématique de la droite et des indépendants est le député maire de Saint Chamond. Il préside aussi le conseil général dès les années cinquante. Il symbolise aussi le retour d'une droite discréditée, pour une courte durée, par son adhésion à Pétain et à Vichy. Aucune véritable organisation partisane n'existe pour les indépendants et modérés, dont l'étiquette est assez explicite.

Georges Bidault est l'auteur, en 1945, d'une phrase intéressante à ce sujet : **« Je désire proclamer qu'il y a pour les hommes de droite un certain nombre de droits et de prérogatives qui doivent leur être reconnus à eux aussi bien qu'aux autres. Le premier droit qu'ils ont, c'est de se tromper comme les autres se trompent, et le deuxième droit des hommes de droite, c'est de ne plus être des hommes de droite. »**<sup>84</sup> L'appellation « droite » est donc connotée de façon péjorative après 1945. Mais cette mise à l'écart est très brève, car les mesures de **«réconciliation nationale**<sup>85</sup> », la peur du communisme, et dans une certaine mesure, l'échec politique de la Résistance, permettent le retour de la droite sur la scène politique nationale.

Le M.R.P. : la laïcité comme base de tensions

Le Mouvement Républicain Populaire est un parti nouveau, issu de la Résistance. Les gaullistes sont d'abord présents dans cette organisation, jusqu'au départ du général de Gaulle en janvier 1946. Ce parti est particulièrement puissant dans la Loire, où l'on trouve plusieurs de ses dirigeants nationaux : Georges Bidault, ancien chef du C.N.R., Président du Conseil fin 1949, Ministre des Affaires Etrangères à maintes reprises sous la IVème République; Claude Mont est aussi, dans une moindre mesure, un des ténors de ce parti. Militant catholique avant la guerre, Bidault n'a pas la même conception de la laïcité que les socialistes, c'est d'ailleurs la question scolaire et les débats sur les Ecoles libres qui sont à l'origine de la rupture entre S.F.I.O. et M.R.P..

---

<sup>84</sup> Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, p. 36.*

<sup>85</sup> *La reprise rapide de l'encadrement juridique et administratif de l'épuration, les lois d'amnistie facilitent la réintégration des élites et partisans vichystes au sein de la communauté nationale.*

Les rapports avec le M.R.P. sont facilement observables grâce aux points de vue mouvants adoptés par un hebdomadaire local, organe du M.R.P., à savoir *Le Pays Roannais*, sur les élections locales. Deux exemples suffisent pour l'illustrer: d'abord, le député Claude Mont, M.R.P., directeur politique du journal en question, dénonce dans un éditorial<sup>86</sup>, l'attitude des socialistes, c'est du moins ce que l'on comprend de l'expression "les auteurs du slogan: "Ni Bidault, ni Thorez!"", qui auraient permis au P.C.F. de devenir "le premier parti de France":

"Dans la Loire, le plus incontestable effort de leur propagande fut de faire élire un 3e député communiste. Le peuple n'aime pas qu'on se moque de lui. Il s'en souviendra."

Cet article date des élections de législatives de novembre 1946, qui sont conséquentes à l'effondrement du Tripartisme, c'est à dire l'alliance au gouvernement des trois plus grands partis français: le P.C.F., la S.F.I.O. et le M.R.P.. Cette critique du comportement des socialistes s'expliquent par l'échec du tripartisme, du en partie à l'incapacité de la S.F.I.O. de satisfaire ses deux partenaires sur des sujets fondamentaux comme la Guerre Froide, et par conséquent, l'Indochine; et aussi au rôle central de ce parti dans le dispositif gouvernemental, donc à un certain balancement entre les positions communistes et M.R.P. sur différents points: socialement plus proche du P.C., comme sur la laïcité, la S.F.I.O. a des positions voisines au M.R.P.<sup>87</sup> sur les questions internationales. Cette configuration explique cette situation et cette rupture. Le problème provient du fait que le parti socialiste constitue la formation "charnière du gouvernement". Le ton de l'éditorialiste est donc lié à la situation politique du pays.

Changement de contexte, nous sommes en 1949, la « Troisième Force » , expression de Guy Mollet, est au pouvoir, les socialistes et le M.R.P. se partagent le pouvoir, cette nouvelle formule risquée s'explique par l'opposition grandissante à la IV ème République, reposant sur le P.C.F. et le R.P.F., la formation gaulliste récemment constituée<sup>88</sup>. Dans un article du même journal, signé par Barthélemy Ott, on peut lire: "Il faut espérer que si légitimes que soient les compétitions entre les partis de la majorité républicaine et gouvernementale, ils sauront partout où cela sera nécessaire ne pas se présenter en ordre dispersé devant les candidats du parti communiste, qui est ouvertement le parti de l'étranger". On peut ici noter, en parallèle avec la Troisième Force, que les partis de la majorité tentent des rapprochements ponctuels au niveau électoral, même si les idéologies divergent sur de nombreux points, comme la laïcité, la

---

<sup>86</sup> "Résultats", *Le Pays Roannais*, 14 novembre 1946.

<sup>87</sup> Cependant les positions internationales de la S.F.I.O. et du M.R.P. ne sont pas identiques. Si le risque pour la sécurité nationale vient d'U.R.S.S. pour les socialistes, derrière Blum. Bidault redoutent surtout la reconstitution et la réémergence d'une Allemagne puissante.

<sup>88</sup> Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République*, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, 555 p.. Le R.P.F. est créé le 14 avril 1947 par de Gaulle. Celui ci souhaite créer un parti, dont la forme soit souple, depuis décembre 1946 et sa rupture avec le M.R.P.. Il évoque la création d'un "rassemblement" dès le 30 mars 1947 dans son discours de Bruneval, puis il lance l'idée du R.P.F. le 7 avril à Strasbourg. Ce parti a pour objectif le retour de De Gaulle sur la scène politique, et surtout, la réforme des institutions telle qu'exposée dans le discours de Bayeux, 16 juin 1946.

décolonisation ou la politique économique et sociale. Nous sommes en présence d'un "front de défense" de la République, l'accent est donc logiquement mis sur les convergences entre les partis gouvernementaux. Il est de plus intéressant de constater que l'auto qualification du journal a évolué, de "journal hebdomadaire politique et d'information" à "hebdomadaire régional d'information. La rédaction exprime ainsi un mouvement d'élargissement de son audience en plaçant le politique au sens partisan au second plan.

La laïcité et le thème des Ecoles Libres continue d'opposer ces partis pendant toute la période. En 1956, pendant la campagne électorale précédant les législatives, le *Pays Roannais* publie un communiqué du Mouvement pour la Paix et la Liberté scolaire<sup>89</sup>. Ce texte rappelle aux lecteurs les intentions du Comité National d'Action Laïque, qui sollicite les partis de gauche, attachés à la laïcité, afin de faire abroger les lois Barranger et Falloux. Ces lois sont considérées par la gauche comme une atteinte au principe de laïcité de l'Etat et de l'Ecole, alors que le M.R.P., et la droite en général, estiment que cette législation permet de garantir une « liberté scolaire » aux Français, et de faire cohabiter écoles libres et laïques. Le problème de l'Ecole, reste un enjeu politique majeur de l'époque, cristallisant certaines oppositions, et influant les comportements des partis vis-à-vis des autres.

Un rejet complet de Mendès France caractérise aussi le M.R.P., le *Pays Roannais*<sup>90</sup> commente les résultats des élections cantonales d'avril 1958, à propos de la réélection d'un socialiste dans le canton de Charlieu, le journal rappelle que ce dernier a été élu député « sous l'égide maléfique de Mendès France. » Cette antipathie envers l'ancien président du Conseil se rapproche de la haine, avec sans doute, des relents antisémites. Il est le seul dirigeant national à être attaqué de façon personnelle sans raison exprimée. Pour cette même élection, le candidat socialiste est aussi désignée comme le futur « élu des communistes ». Lorsque l'on connaît les relations de Mendès France avec le P.C., il semble difficile de critiquer un adversaire à cause de ces deux influences contradictoires.

L'anticommuniste est un autre élément important du M.R.P., la collusion de la S.F.I.O. avec le P.C. permet de discréditer ces derniers et de les exclure des « partis nationaux ». Pour les élections précédemment citées, Jacques Gougenot se défend dans une tribune libre<sup>91</sup> d'être le porte drapeau des communistes, ce qui a été affirmé dans le *Pays Roannais*. L'hebdomadaire répond que le désistement en sa faveur du candidat communiste, placé devant lui au premier tour, se passe de tout commentaire.

La IVème République, par son régime de fonctionnement, a permis à des partis très différents de coopérer au gouvernement, avec des résultats, certes insuffisants mais non négligeables. Ce constat peut être apprécié ou déprécié, mais l'intérêt indéniable de ce comportement politique est la nécessité de hiérarchisation des priorités de chaque parti, le désavantage induit par ce mode de fonctionnement est la nécessité de concession

---

<sup>89</sup> *Le Pays Roannais*, 16 décembre 1955.

<sup>90</sup> *Le Pays Roannais*, 25 avril 1958.

<sup>91</sup> « Tribune libre », *Le Pays Roannais*, 2 mai 1958.



permanentes, vecteur de tensions et d'instabilité, qui contribuent à la déception des électeurs qui ont vu leur choix politiques portés au pouvoir sans la certitude de réalisation des programmes électoraux. Cependant, il faut se garder de toute explication globale et ne pas faire preuve de trop de naïveté.

Les Gaullistes, des adversaires inébranlables

Les Gaullistes, au sein de leurs partis successifs ont toujours été opposés politiquement à la S.F.I.O. et cela est réciproque. Cependant, la volonté de de Gaulle a toujours été de se placer à l'extérieur du système des partis, particulièrement à la Libération et sous la IV République, désignée par lui-même comme un régime d'assemblée aux mains des partis politiques. Le chef du gouvernement provisoire s'exaspère de la mauvaise volonté de ses ministres : « **Au lieu de m'obéir, ils sont à plat ventre devant leurs partis. On ne peut servir à la fois la France et son parti.** »<sup>92</sup>, De Gaulle estime que le système politique de la IV ème République est inconciliable avec sa vision des institutions et de la France : « **entre ce que je pouvais être et représenter et ce qu'avait représenté le système parlementaire, il n'y avait sans nul doute incompatibilité** »<sup>93</sup>.

De Gaulle n'entend pas être qualifié « de droite ». Une partie de ses partisans est même parfois qualifié de « gaullistes de gauche » ou plutôt « gaullistes sociaux », comme par exemple Jacques Chaban-Delmas. De plus, pendant la guerre, de Gaulle a fait des déclarations très peu conservatrices, notamment à Alger le 11 juillet 1943 : « **La France choisit le chemin nouveau [...] La IV ème République française [...] abolira toute coalition d'intérêts ou de privilèges dont elle n'a que trop vu comment elle la mettait en péril. La Nation saura vouloir que les richesses naturelles, le travail et la technique, trois éléments de la prospérité de tous, ne soient point exploités au bénéfice de quelques uns [...] S'il existe encore des Bastilles, qu'elles s'apprêtent de bon grès à ouvrir leurs portes.** »<sup>94</sup> Il serait exagérer de dire que de Gaulle frôle le marxisme, mais en tout cas, il s'agit d'une acceptation évidente de l'héritage révolutionnaire, lequel a toujours été rejeté par la réaction et les conservateurs, à cette époque du moins. Ce n'est pas du tout un discours conservateur, mais ostensiblement réformateur.

Excepté le retour du Général de Gaulle en 1958, celui-ci ayant reçu le soutien de certains dirigeants S.F.I.O. derrière Mollet, les socialistes s'opposent de façon constante au Général. Mais cette adhésion en la personne du Général trouve son explication dans la situation chaotique de mai 1958 et reste de courte durée. De plus, le parti socialiste est divisé sur ce point, la scission du P.S.A. de Depreux, même si elle a des causes plus profondes, n'est pas étrangère au rejet de De Gaulle. Tous les socialistes S.F.I.O. hostiles à de Gaulle ne quittent pas le parti. Thoral, entre janvier 1946, la démission de de Gaulle,

---

<sup>92</sup> Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, p.76-77.*

<sup>93</sup> C. De Gaulle à Francisque Gay, lettre du 1<sup>er</sup> janvier 1956. *idem.*

<sup>94</sup> *Idem, p.45.*

à 1958 et l'investiture accordée par une partie des députés S.F.I.O. à la personne du Général, le mouvement gaulliste semble en sommeil si ce n'est enterré, mais les réseaux gaullistes de la Résistance restent influents, de plus, le respect et la reconnaissance à de Gaulle dépasse de loin les clivages partisans, et surtout les électeurs. En octobre 1958, une brochure S.F.I.O. est diffusée, de façon certaine, aux élus, et sûrement aux militants, une explication de la position S.F.I.O. est son objet. Le ralliement au Général de Gaulle est justifié par la situation politique chaotique et par l'autorité de de Gaulle sur l'armée. Mais rapidement, l'opposition au gaullisme reprend le dessus dans la stratégie S.F.I.O.<sup>95</sup>, le parti rejoint « l'opposition modérée » dès janvier 1959, et en 1962, le refus de la réforme constitutionnelle justifie la « résistance parlementaire » des socialistes<sup>96</sup>.

En 1965, lors de la campagne électorale des premières élections présidentielles de la Vème République. Thorat, président de la F.G.D.S. dans la Loire, fait part, devant le Comité Roannais François Mitterrand réuni en meeting, de son opposition ancienne et répétée au gaullisme<sup>97</sup>. L'ancien député met en valeur son hostilité de longue date à de Gaulle, à la différence de certains dirigeants S.F.I.O.. Même si le contexte d'une élection, a fortiori, d'une confrontation de Gaulle Mitterrand, entraîne une exagération des critiques envers le régime et son fondateur, l'appel à tous les républicains de voter Mitterrand repose sur des arguments traditionnels de la S.F.I.O. : laïcité, crainte d'un régime autoritaire, antimilitarisme, critique de la politique de « **grandeur nationale** »<sup>98</sup>. Les thèmes ne sont pas extrêmement marqués par les idées socialistes, cela s'explique par le fait que F. Mitterrand est le candidat de la gauche unie ( P.C.F., S.F.I.O., P.S.U., Parti Radical, U.D.S.R. et aussi les Clubs : Convention des Institutions Républicaines), ce, depuis le premier tour du 5 décembre, l'objectif étant qu'il devienne celui de tous « les républicains ».

## Mouvements de gauche :

Les mouvements de gauche dans la Loire sont relativement faibles et divisés. L'U.D.S.R., de Claudius Petit, par exemple s'allie plus facilement avec les Indépendants de droite qu'avec les socialistes ou les radicaux. D'ailleurs Petit et Pillet, de l'U.D.S.R. se présente sous l'étiquette « Indépendants », après la disparition de leur parti en 1964. Le P.S.A.

<sup>95</sup> « ...sa stratégie prioritaire demeure l'opposition au gaullisme, à sa pratique institutionnelle, à sa politique (étrangère notamment, la S.F.I.O. est européenne et atlantiste) ». Portelli Hugues, *La Vème République*, Grasset, 1994, p.113

<sup>96</sup> Idem

<sup>97</sup> Discours non daté, entre le 5 et le 19 décembre 1965, archives personnelles : « En raison de mes sentiments profondément laïcs et républicains, qui n'ont jamais varié, je me suis toujours, depuis sept ans, opposé au gaullisme [...] tout le mal que la désunion des démocrates avait fait à la République. »

<sup>98</sup> Idem, « *Il est vrai, en échange, nous avons la FORCE DE FRAPPE et la haut, tout la haut, un satellite. Prodigieuse réussite de nos savants, exploitée à des fins de propagande* »

n'est pas très influent dans le département. Le P.S.U. rassemble ensuite quelques centaines d'adhérents, mais jusqu'en 1965, il reste faible. La laïcité est le principal fondement de la distinction droite gauche, telle qu'on l'entend ici.

### Les Radicaux socialistes : un allié indispensable

Avec les radicaux, la situation est très différente, aucun des deux partis n'a la capacité électorale d'exister réellement sans l'appui de l'autre. Il en découle un partenariat permanent pour les élections dans le département: " les rapports étaient très bons, on marchait la main dans la main. [...] le parti radical, ils étaient authentiquement à gauche, c'était Michel Soulié". Les candidatures communes sont courantes, voire immuables: en 1956, E.Thoral, le nouveau député S.F.I.O. est élu aux côtés de Michel Soulié sur une liste à la fois socialiste et radicale. En 1958, dans les deux circonscriptions stéphanoises, on trouve comme candidats: Claudius Volle (S.F.I.O.) dans la circonscription de Saint Etienne Sud et Michel Soulié dans celle de Saint Etienne Nord. En 1962, Volle se présente dans la Vallée de l'Ondaine et Soulié dans la deuxième circonscription, c'est à dire Saint Etienne Sud. Un autre point est intéressant au niveau du partenariat socialistes-radicaux, à la fin de la guerre, le conseiller général radical du canton de Charlieu, Albert Aubret laisse sa place à son gendre: E. Thoral, socialiste S.F.I.O..

On ne constate donc pas de concurrence entre ces deux partis, il faut signaler pour être pertinent que le parti radical est beaucoup plus souple au niveau organisationnel que la S.F.I.O. ou le P.C.. Ces derniers se distinguent en effet nettement, au parti de « notables », dont le meilleur exemple est le parti radical. Ils sont considérés d'un point de vue théoriques comme des « partis de masse prolétariens », ou dans une terminologie sociologique plus contemporaine : « parti de militants ». Une latitude plus importante est donc laissée aux élus au sein du parti radical. L'étroite collaboration des radicaux et des socialistes semble même troubler la visibilité des appartenances, en avril 1958, pour les élections cantonales, E. Thoral est qualifié de "**radical socialiste mendésiste**"<sup>99</sup> lors de la présentation des candidats dans la presse. Il est alors impossible de savoir si cette imprécision relève d'une stratégie de recentrage du candidat ou si l'erreur est le fait du journal. Mais les élections législatives anticipées de novembre 1958 nous donnent des éléments de réponse.

Après le referendum constitutionnel d'octobre, les tensions se développent entre partisans et détracteurs de la nouvelle république. Le *Pays Roannais*, proche du M.R.P., prend position avec force pour soutenir la campagne de l'ancien président du Conseil: Georges Bidault, un article est destiné à discréditer les choix politiques de chacun de ses adversaires. Pour le candidat S.F.I.O., son adversaire direct dans la 6<sup>ème</sup> circonscription, il lui est reproché son soutien à Mendès-France, "le bradeur" de l'Indochine, sa collusion avec le P.C., son opposition à la Vème République et son antigaulisme<sup>100</sup>. Il est nécessaire de préciser que Mendès France a rédigé un article pour la *Tribune-Le Progrès*, en 1956, dans lequel il appelle à voter pour la liste Soulié Thoral, mais cela n'a rien d'extraordinaire, le dirigeant charismatique d'un parti qui fait son possible pour faire élire un candidat de son parti. Il a sans doute réalisé des articles similaires dans d'autres départements où l'alliance radicaux socialistes et S.F.I.O. prenait la forme d'une liste

---

<sup>99</sup> "Les élections cantonales", *Le Pays Roannais*, 11 avril 1958.

unique. *Le Pays Roannais* fait aussi référence aux francs-maçons<sup>101</sup> : « A part les vieilles barbes de la Loge maçonnique du coin et quelques sectaires anticléricaux » et à leur proximité supposée avec les socialistes et les radicaux. Cette situation rend l'analyse des scrutins électoraux plus complexe.

Si la concurrence électorale entre les deux partis en question est faible, il existe à certains moments précis, des stratégies pour affirmer la prééminence de son parti dans ces alliances. L'exemple de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F.G.D.S.) est révélateur. En 1965, Gaston Defferre échoue dans son projet de « Grande Fédération » rassemblant le centre gauche<sup>102</sup>, il retire sa candidature dès juin 1965. Le 9 septembre, François Mitterrand annonce sa candidature, il entend d'abord rassembler socialistes et radicaux dans un premier temps, la réédition d'un Front Populaire devient possible du fait du soutien des communistes à Mitterrand. La F.G.D.S. fondée le 10 septembre, doit s'organiser des relais locaux, car elle ne repose pas sur une formation organisée. Ce processus s'entreprit tardivement, des comités de soutien sont créés dans la Loire. F. Mitterrand met le Général en ballottage, grâce au soutien de toute la gauche, et malgré les commentaires de la presse anticommuniste, sur son passé d'homme de droite<sup>103</sup>. Pour mettre à profit et concrétiser le bon résultat des élections présidentielles, une organisation plus poussée doit être mise sur pied. L'initiative des socialistes « pour couper l'herbe sous le pied de M. Soulié »<sup>104</sup> est de créer une F.G.D.S. départementale basée sur ses composantes partisans, Soulié ayant insisté pour favoriser l'accueil des clubs. Mais « **beaucoup y voit un moyen de contrôler l'activité de la nouvelle fédération.** »<sup>105</sup>, même si les radicaux sont des alliés incontestables, les

<sup>100</sup> "Tour d'horizon électoral", *Le Pays Roannais*, 21 novembre 1958: "Des adversaires du président Georges Bidault, député de la Loire, candidat dans la 6e circonscription, éliminons de suite le communiste qui n'est là que par ordre de Moscou pour compter les suffrages qui restent au P.C.- et ne pas trop compromettre l'allié de celui-ci, M. Ennemond Thorat député sortant récemment réélu conseiller général du canton de Charlieu, au second tour de scrutin, avec l'appoint des voix communistes. Sans doute est-ce pour faire plaisir à ses électeurs communistes que M. Thorat a ensuite enlevé le portrait du général de Gaulle de la salle du Conseil Municipal où il était depuis la Libération: puis vota NON au referendum. Rappelons en passant que sa propre commune de Pouilly-sous-Charlieu, en cette occasion mémorable, lui infligea un cinglant camouflet en votant OUI elle, à la majorité de 992 voix contre 284. Le canton, lui, ayant voté ainsi: Oui: 6.364 . 1242 Non. Elu mendésiste M. Thorat, imitant en cela le - bradeur de l'Indochine, de la Tunisie et du Maroc, sans oublier les Comptoirs de l'Inde, se garda bien de démissionner. Et, aujourd'hui, se présente à nouveau devant les électeurs, malgré ce lourd passif, aggravé de quelques votes particulièrement fâcheux en matière agricole... A part les vieilles barbes de la Loge maçonnique du coin et quelques sectaires anticléricaux, l'on ne voit guère où il pourra, cette fois, recruter des électeurs ?"

<sup>101</sup> A ce sujet, au niveau local, les informations sont relativement faibles, une remarque hypothétique : au cours de l'entretien avec messieurs Routier et Volle, chez ce dernier, des verres aux symboles maçonniques (compas et équerre) ont été utilisés.

<sup>102</sup> Socialistes, radicaux et démocrates chrétiens.

<sup>103</sup> *Le Pays Roannais*, 22 octobre 1965 : «Pourquoi le P.C. n'a-t-il pas de candidat ? Accepte-t-il d'apporter ses voix à un homme naguère monarchiste, puis pétainiste ? ».

<sup>104</sup> Rapports des R.G., 16 février 1966, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3.

socialistes restent très attachés à leur parti, et au principe d'organisation partisane. La fédération départementale de la Gauche Démocrate et Socialiste est constituée le 26 janvier 1966<sup>106</sup>, avec à sa tête, un socialiste, E. Thoral.

S.F.I.O. et P.C. : « **les frères ennemis**<sup>107</sup> », un constat valable dans la Loire.

Les rapports avec le P.C.F. sont sans commune mesure bien plus compliqués. Les explications sont nombreuses. En effet, on trouve à la fois des oppositions allant jusqu'aux violences physiques à des désistements en faveur du mieux placé dans une élection. Mais la tendance générale est plutôt dans l'opposition et le conflit. A la Libération, les relations entre communistes et socialistes ne tardent pas à se détériorer, en effet, la guerre et la lutte clandestine les avaient plutôt rapprochés, mais le partage du pouvoir entre les différents courants de la Résistance crée des tensions. La S.F.I.O. est écarté du Conseil Départemental de Libération par les communistes « **très présent et entreprenant**<sup>108</sup> ». Dans une lettre de du 18 octobre 1944, Jean Robert se plaint auprès de « Daniel », Mayer<sup>109</sup> sans aucun doute, alors secrétaire général du parti, de la main mise du P.C. sur cet organisme. Le P.C. y est en fait présent grâce à différentes organisations « partenaires »<sup>110</sup> : Front National, Confédération Général du Travail ou Comité des Intellectuels. De plus, la Loire est un des deux seuls départements à être dirigés par un préfet communiste après la Libération : M. Monjauvis, mais en il n'est plus en poste dès 1946<sup>111</sup>. En décembre 1944, alors que l'ensemble du territoire métropolitain est libéré<sup>112</sup>, la direction nationale de la S.F.I.O. doit lutter contre les volontés d'union

<sup>105</sup> *Rapports des R.G., 16 janvier 1966, idem.*

<sup>106</sup> « Dauphiné Libéré », 26 janvier 1966. idem ;

<sup>107</sup> *Fin de l'intervention de LÉON BLUM au Congrès de Tours le 2è décembre 1920, avant le vote sur les 21 conditions du IIème Internationale. : « Dans cette heure qui, pour nous tous, est une heure d'anxiété tragique, n'ajoutons pas encore cela à notre douleur et à nos craintes. Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide . Je vous dis cela parce que c'est sans doute la dernière fois que je m'adresse à beaucoup d'entre vous et parce qu'il faut pourtant que cela soit dit. Les uns et les autres, même séparés, restons des socialistes ; malgré tout, restons des frères, des frè-res qu'aura séparés une querelle cruelle , mais une querelle de famille, et qu'un foyer pourra encore réunir .»*

<sup>108</sup> *Rapport d'activité depuis 1940, O.U.R.S..*

<sup>109</sup> Daniel Mayer a dirigé la S.F.I.O. clandestine pendant l'Occupation, puis à la Libération, et ce jusqu'à la tenue d'un congrès en août 1946. Le rapport moral de Daniel Mayer est rejeté par les deux tiers des délégués. Guy Mollet devient secrétaire général du parti.

<sup>110</sup> Jean Robert à Daniel Mayer, 18 octobre 1944, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>111</sup> Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République*, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, p.19. « M. Edouard Depreux, socialiste et ministre de l'Intérieur en 1946, se montre catégorique : « J'étais sur de ma police et de mes cadres essentiels. L'administration préfectorale avait compté deux préfets communistes, M. Chaintron dans la Haute Vienne, et M. Monjauvis, dans la Loire. Mais ils n'étaient plus en poste en 1946. » »

organique avec le P.C. : une circulaire proscrit les comités d'entente <sup>113</sup>, mis en place par le P.C. pour rassembler communistes et socialistes. Le secrétaire fédéral doit alors expliciter la politique local vis à vis des communistes, la constitution d'un comité d'entente à Paris a pour but d'établir un « climat de compréhension et de cordialité », mais les sections S.F.I.O. ne doivent absolument pas fonder de tels comités au niveau local <sup>114</sup>. L'unité d'action est possible, mais elle ne doit surtout pas prendre des « allures organiques », afin de « **ne pas alourdir l'appareil de résistance** » <sup>115</sup>. Les deux directions sont en fait très hostiles à tout rapprochement, particulièrement celle de la S.F.I.O., qui se retrouverait marginalisée et isolée au sein d'un grand parti marxiste, le P.C. étant plus important que la S.F.I.O. à la Libération. En fait, même les contacts au plan départemental sont réprochés par le secrétariat général, car les communistes semblent avoir utilisé l'exemple des comités d'entente dans la Loire, pour faire pression sur les autres fédérations <sup>116</sup>. Les réticences des dirigeants de la S.F.I.O. s'opposent à une base militante, dont la lutte clandestine commune a contribué à atténuer la scission de Tours, J. Robert informe Mayer que la situation est difficile dans la Loire, car un « désir d'unité évident » <sup>117</sup> est présent dans le département.

Une anecdote de M. Volle illustre bien la rivalité entre les deux partis dans la recherche de légitimité auprès de la base ouvrière, les socialistes ont placé des affiches sur l'ensemble de la façade de la Bourse du Travail de Saint Etienne, le symbole de la main mise communiste sur la C.G.T.. Un épisode tragique rapporté par M. Volle met en évidence de fortes tensions entre les partis:

***"Il y avait deux positions ouvrières que le P.C. n'avait pas, c'était le bâtiment et les mineurs, ils ont descendu le secrétaire du syndicat des mineurs parce que... il avait été copain avec Belin, qui a été ministre sous Pétain, mais qui était pas un pétainiste, il s'appelait Arnaud <sup>118</sup>, donc ils avaient la liberté côté mineurs [...] Donc, les rivalités socialo communistes, c'était pas des fictions d'école".***

Même si ce type de récit est à utiliser avec précaution, cet épisode a pris place dans une forme de mémoire partisane, les oppositions ont pu se manifester de manière parfois violente, il est donc indispensable de les prendre en considération et de les intégrer à une

---

<sup>112</sup> La division Leclerc entre dans Strasbourg le 23 novembre 1944, La VIIème armée américaine ayant reconquis la Basse Alsace.

<sup>113</sup> Mourre Michel, *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, Bordas, Paris, 1996, p. 5267. Robert Verdier à Jean Robert, 9 décembre 1944, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>114</sup> Jean Robert aux sections S.F.I.O. de la Loire, 15 décembre 1944, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>115</sup> *Circulaire nationale commune aux P.C. et P.S., 15 janvier 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..*

<sup>116</sup> D. Mayer à Jean Robert, 17 janvier 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>117</sup> J. Robert à D. Mayer, janvier 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>118</sup> *Pierre Arnaud, est assassiné en décembre 1943, suite aux tensions à l'intérieur de la C.G.T., à propos de l'application de la Charte d'Amiens et de l'implication communiste à la direction du syndicat. Faure Pétrus, Histoire du mouvement ouvrier dans la Loire, Imprimerie Dumas, Saint Etienne, 1956, p.392.*

forme locale de "culture politique"<sup>119</sup>. Les tensions avec le P.C. prend parfois des formes physiques : "avec le P.C., fallait se faire respecter", il faut aussi signaler qu'en venir aux poings avec des adversaires politiques n'est extraordinaire durant la IV<sup>ème</sup> et le début de la V<sup>ème</sup> République. Les dirigeants socialistes sont conscients du déséquilibre organisationnel entre les deux formations : « **Nos militants, disent ils, souffraient d'un sentiment d'infériorité devant la violence et l'organisation communiste. A chaque manifestation, à chaque réunion professionnelle ou politique, les communistes, habitués à une discipline militaire, étaient tous présents. Il n'en était pas toujours de même pour les nôtres.** »<sup>120</sup> Les deux appareils partisans ne peuvent être mis sur un pied d'égalité, aux niveaux de l'audience et de la discipline.

L'opposition au P.C.F. a bien évidemment des sources internationales, la politique extérieure de l'U.R.S.S. et sa situation politique interne sont porteurs de tensions: **"l'exemple de ce qui se passait en Russie, ça nous donnait pas envie de devenir communiste"**<sup>121</sup>. Le P.C.F. se trouve isolé à partir de 1947, et le soutien indéfectible des dirigeants communistes français à l'Union Soviétique et particulièrement à Staline ne facilite pas les projets de Front Populaire. Guy Mollet résume parfaitement la situation : « Le P.C.F. n'est pas à gauche mais à l'Est ». Cette citation archiconnue se justifie par de nombreux arguments et exemples. Sans doute le meilleur d'entre eux est une affiche des jeunes communistes placardée à Paris au début des années cinquante : « **la France n'est que notre pays, l'U.R.S.S. est notre patrie...** »<sup>122</sup>. La réaction de la délégation du P.C.F. lors du XX<sup>ème</sup> congrès du P.C.U.S. de 1956<sup>123</sup> ou l'approbation de l'intervention soviétique en Hongrie cette même année. Le 21 novembre, Thorez déclare, devant le comité central du parti réuni à Ivry, **«l'intervention soviétique a représenté une démarche naturelle et nécessaire»**<sup>124</sup>.

La rivalité socialo communiste est principalement à replacer dans un contexte de concurrence électorale: **"On cherchait à faire des voix pour rattraper un peu le**

<sup>119</sup> Winock Michel, « La culture politique des socialistes », dans Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, l'Univers historique, Seuil, Paris, 1999, p. 179-214.

<sup>120</sup> Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, p.35.*

<sup>121</sup> C.Volle.

<sup>122</sup> « Un peu comme le France est la fille aînée de Rome, le parti communiste français st le fils aîné de l'Eglise Soviétique. » Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, p.26.*

<sup>123</sup> Le 25 Février 1956, le rapport Khrouchtchev est présenté au XX<sup>ème</sup> congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, la délégation du P.C.F. : Thorez, Duclos, Cogniot et Doize, conteste la véracité et l'authenticité du Rapport. Ils ne transmettent aux militants qu'une version « édulcorée » du rapport. Rioux Jean Pierre, *la France de la Quatrième République : 2. l'expansion et l'impuissance 1952-1958*, « Nouvelle Histoire de la France Contemporaine », « Points Histoire », Seuil, 1983, p.116.

<sup>124</sup> Winock Michel, *La République se meurt, Folio Histoire, Seuil, Paris, 1985, p.262.*

**différentiel avec le P.C.** <sup>125</sup> ". La Loire étant un département profondément ouvrier comme le montre le pourcentage d'ouvriers dans la population active illustrée par la carte de France <sup>126</sup> où l'on réalise que plus de 45 % des actifs ligériens sont des ouvriers. La concurrence entre les deux partis héritiers du mouvement ouvrier est donc particulièrement exacerbée par le fort potentiel de votes ouvriers. La scission de 1920 reste un événement marquant, dont les conséquences s'observent facilement dans la vie politique: **"en 1956, les partis étaient encore marqués par le Congrès de Tours, la scission était encore très vivante dans les esprits"** <sup>127</sup> .

Cependant, il ne faut pas négliger les liens personnels existant entre certains militants de la S.F.I.O. et du P.C. qui ont aussi leur importance. L'action dans la résistance, les luttes communes lors du Front Populaire en 1936, à une époque où des futurs militants des deux partis font leur entrée dans l'activité politique, ont permis à des individus de nouer des liens d'amitié très forts et transpartisans, comme le montre l'expérience personnelle de Cladius Volle qui a l'opportunité en 1955 de faire un voyage en U.R.S.S.:

**"J'ai été en Union soviétique en 1955 grâce à ...à l'issu de l'enterrement du père d'un copain, il y avait Théo Vial, il se faisait chambrer, « ben, je vais me débrouiller pour que Claudius aille en U.R.S.S. » [...] en janvier 55, il me dit :« t'es toujours d'accord pour aller en Union Soviétique [...] mais j'ai eu des ennuis avec le parti, il y en avait à Paris qui....mais je me souviens de Daniel Mayer, il m'avait dit: "te casses pas la tête, tu y vas , c'est l'essentiel" mais j'ai été pas mal contesté par la direction nationale [...] c'était la première délégation à majorité non communiste, j'ai parlé à Radio Moscou, j'ai fait beaucoup de choses, puis j'ai fait des conférences au retour."**

La première délégation officielle de la S.F.I.O. à franchir le « rideau de fer » effectue une visite à Moscou du 15 au 19 mai 1956. Mollet et Pineau y participent, une rencontre a lieu avec Nikita Khrouchtchev <sup>128</sup> . La déstalinisation orchestrée par le nouveau secrétaire général et un climat international de détente explique les voyages évoqués ci-dessus.

Des courants au sein de la S.F.I.O. ont à plusieurs reprises prôné la réunification au sein d'une même structure du P.C. avec la S.F.I.O. derrière des gens comme Zyromsky, qui, en 1944, rejoint le P.C.: **"Quand j'étais étudiant, j'étais plutôt la tendance Zyromsky, pour l'unité organique avec le P.C."**. De nombreux exemples montrent aussi le désistement des communistes en faveur des socialistes: en janvier 1956, E. Thoral reçoit le soutien des communistes au deuxième tour <sup>129</sup> . Les communistes ligériens appellent régulièrement à voter S.F.I.O. au deuxième tour, les autres partis, surtout le centre droit (

---

<sup>125</sup> C. Volle

<sup>126</sup> Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *Le long remord du pouvoir : le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, p. 182.

<sup>127</sup> C. Volle.

<sup>128</sup> Rioux Jean Pierre, *la France de la Quatrième République : 2. l'expansion et l'impuissance 1952-1958*, « Nouvelle Histoire de la France Contemporaine », « Points Histoire », Seuil, 1983, p.117.



M.R.P., Indépendants), s'exaspèrent de ce comportement et dénonce un double jeu de la S.F.I.O.. Les partis dits marxistes n'hésitant jamais à employer l'oriflamme de l'anticléricisme afin de trahir les partis nationaux. Cette vision est particulièrement présente dans les colonnes du *Pays Roannais*.

Le quotidien communiste de la Loire : *Le Patriote*, ne dénigre pas perpétuellement la S.F.I.O., la rédaction ménage les élus socialistes qu'elle a pu soutenir dans différents scrutins, les critiques sont relativement courtoise sur un sujet de désaccord profond comme la Guerre d'Algérie : « **M. Thoral est pour l'arrêt de la guerre en Algérie, mais s'obstine à suivre un gouvernement dont la politique est contraire à l'intérêt national.** »<sup>130</sup> Alors que l'élu en question est plus critique envers le P.C., ils déclarent lors du congrès fédéral de la même année « **ceux qui n'oublent pas que socialisme et patriotisme vont de pair.** »<sup>131</sup> Il vise à la fois les communistes et les socialistes qui lui reprochent son soutien, en tant que député de la majorité, au gouvernement Bourges Maunoury. Ce discours doit être placé dans un contexte où le P.C. tente de réaliser une unité d'action avec des socialistes<sup>132</sup> de la Loire.

## Les rapports de la S.F.I.O. avec les syndicats ou la transposition des luttes politiques

Les rapports entre les syndicats et la S.F.I.O. sont indissociables des relations entre partis dits "ouvriers". Les relations avec les syndicats du département sont classiques, dans l'ensemble, la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) est sous l'influence du P.C., Force Ouvrière (F.O.) est de composition plus hétérogène, s'y retrouvent des socialistes, des trotskistes et des gaullistes, mais c'est la S.F.I.O., qui est l'organisation politique la plus liée à F.O.. Un bref historique de l'histoire syndicale française est nécessaire. L'unité syndicale est le résultat du Congrès de Limoges en septembre 1896, avec la Fondation de la C.G.T.. En 1906, la Charte d'Amiens est adoptée par le Congrès de la C.G.T.<sup>133</sup>

<sup>129</sup> "Quelques commentaires", le *Pays Roannais*, le 28 novembre 1958: "Ajoutons à cela que M.Thoral, député sortant, se maintenant au deuxième tour, bénéficiera comme prévu des voix communistes. Aux électeurs du canton de Charlieu, en particulier à ceux de Pouilly, qui au premier tour lui firent confiance, de dire maintenant s'ils entendent mêler, au second tour, leur bulletin de vote à ceux des tenants de Moscou". Le ton relativement dur de l'article trouve son origine dans l'orientation politique du journal, M.R.P., le deuxième tour opposant Thoral à Georges Bidault, dirigeant national de ce parti, ancien président du Conseil, plusieurs fois ministre. .

<sup>130</sup> **Rapports des R.G. , 15 août 1957, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3 « Selon sa manière tendancieuse habituelle » (note des R.G.), Le Patriote publie ce texte le 13 août 1957.**

<sup>131</sup> **Rapports des R.G., 24 juin 1957, Congrès du 23 juin 1957 à la Ricamarie, idem.**

<sup>132</sup> Rapports des R.G., 22 juin 1957, idem.

<sup>133</sup> Congrès d'Amiens, IXème congrès confédéral, 8-16 octobre 1906.

Ce document affirme l'indépendance syndicale face aux organisations politiques. Le courant majoritaire au sein de la C.G.T. est alors le syndicalisme révolutionnaire anticapitaliste et basé sur la lutte des classes dans le secteur économique. Ce congrès est une conséquence logique de l'unification du mouvement ouvrier en France, avec la fondation de la S.F.I.O. au Congrès de Paris en 1905.

Après l'instauration d'une unité organique au niveau, d'abord syndicale et enfin politique, les deux entités sont forcées de définir les bases de leurs relations futures. Après différentes scissions et réunions, la C.G.T. est le principal syndicat au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. F.O. naît d'une scission au sein de la C.G.T., les minoritaires de ce syndicat, refusant la tutelle communiste, et soviétique, fondent en 1947 la C.G.T.-F.O., des fonds venant des syndicats américains, ainsi que de la S.F.I.O., permettent en partie la création de ce nouveau syndicat, naturellement liée à la mouvance socio démocrate par son opposition au communisme.

Vis à vis de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.), puis de la Confédération Française Démocratique Travail <sup>134</sup> (C.F.D.T.), les militants et dirigeants socialistes de la Loire restent méfiants, en effet, un élément religieux dans le sigle d'une organisation syndicale n'est pas de nature à attirer des personnes dont l'un des principaux fondements idéologiques est la laïcité. La C.F.T.C. avait été créée en 1919 <sup>135</sup> afin de faire contrepoids à l'anticléricalisme de la C.G.T.. Néanmoins, le syndicalisme chrétien soutient de façon occasionnelle la S.F.I.O., particulièrement lorsque elle s'oppose au P.C. ou à la C.G.T.. De plus, certaines personnalités socialistes ne cachent pas leur conviction spirituelle, et quelqu'un comme André Philip <sup>136</sup> contribue à certains rapprochements entre les militants des deux organisations.

Cependant, ces syndicats ne sont pas monolithiques, les syndicats généraux se déclinent par secteur d'activité, par exemple, dans la Loire, la C.G.T.-Batiment et la C.G.T.-Finances gardent des liens forts avec la S.F.I.O.. On peut citer un personnage comme Jean Vincent, socialiste et partisan de l'Union de la gauche, qui exerce la fonction de chef du personnel du Trésor à Saint Etienne. Pour la C.G.T.-Finances, des raisons simples peuvent expliquer le maintien des socialistes contre les communistes. La S.F.I.O. est en effet très bien implantée dans la fonction publique, qui se distingue du milieu ouvrier traditionnel par une composition sociologique différente : niveau d'éducation supérieur, et surtout par sa dépendance totale vis-à-vis de l'Etat, d'où une pénétration plus aisée pour le réformisme que pour la Révolution. André Garnier de la C.G.T.-Batiment est un cas particulier, il a participé à la résistance, après avoir exercé des

---

<sup>134</sup> Le mouvement majoritaire de la C.F.T.C. décide de s'orienter vers un syndicalisme laïque. « L'évolution » a lieu lors du Congrès extraordinaire de Paris en 1964, le syndicat change alors de nom et devient la C.F.D.T.. Les minoritaires maintiennent la C.F.T.C. (environ 10 % des effectifs d'après le site de la C.F.D.T.).

<sup>135</sup> Le 2 novembre 1919, des syndicats « chrétiens » se fédèrent autour d'un « catholicisme social » et d'un syndicalisme réformiste.

<sup>136</sup> André Philipp est parfait exemple du christianisme social, il participe régulièrement à des conférences ou manifestations de cette mouvance.

responsabilités nationales au sein de la C.G.T.-Batiment. Volle<sup>137</sup> relate un épisode où les communistes auraient tenté d'éliminer Garnier à la Libération tout comme l'a été Arnaud. Tony Peyre de F.O.-Batiment dénonce **« le noyautage avancée des syndicats<sup>138</sup> »** sous entendu par le P.C., lui-même étant un militant S.F.I.O..

La Bourse du Travail de la préfecture constitue un symbole de la faiblesse de la S.F.I.O. sur les syndicats ouvriers. Les communistes Cégétistes sont dominants au sein de cette Bourse du Travail. Les socialistes vont donc plus ou moins délaisser ce symbole du mouvement ouvrier. Ils vont par exemple désigner la statue de Jaurès comme nouveau point de ralliement pour les diverses manifestations, surtout celle du 1<sup>er</sup> mai<sup>139</sup>. Ainsi se cristallise une forme de culture politique locale.

Souvent, les tensions entre S.F.I.O. et P.C. sont relayées au niveau syndical, les syndicats jouent alors un rôle de **« courroie de transmission<sup>140</sup> »**, entre le parti et ses sympathisants<sup>141</sup>. Le contexte international divise profondément le parti socialiste et le P.C., par extension, F.O. et la C.G.T.. En 1957, les militants F.O. déclarent qu'ils ne manifesteront pas le 1<sup>er</sup> mai avec ceux de la C.G.T., **« complices des bourreaux de Hongrie »<sup>142</sup>**. Par contre la C.F.T.C et F.O. organisent une manifestation commune pour la Fête du Travail. Le voyage en U.R.S.S. à cette période d'un prêtre ouvrier : Joseph Goutteborge peut avoir été interprété par les militants F.O. comme une acceptation de la politique soviétique, en Hongrie notamment. Goutteborge est le secrétaire de l'Union Départementale C.G.T..

Les dossiers des renseignements généraux relatent des incidents entre militants C.G.T. et F.O. en décembre 1956. Pendant une conférence de François Billoux<sup>143</sup> le 7 décembre, à la Bourse du Travail, deux militants F.O. sont pris à parti et menacés par des Cégétistes, alors qu'ils collent des affiches intitulées «le Dernier Crime » à propos de l'invasion soviétique en Hongrie. Parmi les militants C.G.T. : Chovet, de la C.G.T.-Mineurs et conseiller municipal communiste à Saint Etienne. La cellule F.O. de Saint Etienne fait par la suite publier un communiqué de presse : « la Peur de la Vérité ». La lutte au niveau

---

<sup>137</sup> C. Volle.

<sup>138</sup> Luirard Monique (Préface de René Rémond), *La région stéphanoise dans la Guerre et la Paix : 1936-1951*, Imprimerie Commerciale de l'Eveil de la Haute Loire, Puy en Velay, 1980, p.715.

<sup>139</sup> A. Routier

<sup>140</sup> Cette expression « courroie de transmission » est issue de la théorie de Jules Guesde considérant le syndicat comme naturellement subordonné au parti et jouant le rôle d'une « courroie de transmission » entre les ouvriers et le parti. Les guesdistes sont des minoritaires au Congrès d'Amiens de 1906, lors de l'adoption de la Charte d'Amiens.

<sup>141</sup> Ceci est valable pour la S.F.I.O. et le P.C., même si la discipline et l'organisation du P.C. donne un net avantage à ce dernier.

<sup>142</sup> *Rapports des Renseignements Généraux 27 avril 1957, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3.*

<sup>143</sup> François Billoux (1903-1978) a été plusieurs fois ministre entre 1945 et 1947, pendant le « Tripartisme ». Il est originaire de Roanne et fait partie des dirigeants communistes depuis le Congrès de Tours (Jeunesses communistes).

---

syndicale reflète non seulement l'opposition S.F.I.O.-P.C., mais aussi les tensions de la Guerre Froide entre blocs soviétique et capitaliste. Mais ces tensions entre les deux syndicats ne doivent pas masquer la complexité de leurs rapports, par exemple, le 26 avril 1956, un tract commun C.G.T. / C.G.T.-F.O appelle à une grève d'avertissement le 29 avril 1957. Dans leur activité purement syndicale, les deux organisations semblent très proches. Les problèmes apparaissent en fait avec leur implication directe ou indirecte dans le débat politique. L'opportunité des décisions au cas par cas est l'élément principal expliquant les relations entre les syndicats.

## II Les particularités de la S.F.I.O. dans la Loire

### Les raisons de la faiblesse du parti

Une fédération « décapitée <sup>144</sup> » à la Libération

Les conséquences de la guerre, du pouvoir vichyste et de l'Occupation laissent une fédération décapitée comme de nombreux départements français : Saône et Loire... En effet, la répression contre des militants résistants ou la collaboration de certains notables socialistes, ces éléments différents ont les mêmes effets : des militants aguerris ou des réseaux d'élus disparaissent. Ferdinand Faure, par exemple, ancien maire de Saint Etienne, va se trouver complètement isolé à la fin de la guerre, son attentisme, doublé de son antagonisme avec des dirigeants S.F.I.O. issus de la Résistance, fond de lui une sorte de paria. Il a en effet refusé de participer à la lutte clandestine <sup>145</sup>, et, à la Libération,

<sup>144</sup> Luirard Monique, *La région Stéphanoise dans la guerre et la paix (1931-1951)*, Imprimerie commerciale de l'Eveil de Haute Loire, Puy en Velay (43), 1980, p.715.

<sup>145</sup> Jean Robert à Daniel Mayer, 28 novembre 1944, correspondance fédérale, O.U.R.S..

il refuse dans un premier temps de remplir un bulletin d'adhésion <sup>146</sup> niant ainsi l'existence et l'action du parti clandestin. Il s'y résigne pourtant, et sa réintégration est acceptée par les deux tiers des militants présents <sup>147</sup> lors d'une réunion extraordinaire. Cependant, F. Faure rencontre une certaine hostilité dans les sections <sup>148</sup>. Il dénonce auprès de la direction nationale les actions communes P.C. S.F.I.O., notamment à Roanne <sup>149</sup>, et à Saint Etienne, et le rôle de Jean Robert <sup>150</sup>. Il cesse apparemment tout engagement militant à la fin des années quarante. Le secrétaire fédéral adjoint de l'avant guerre, Xavier Magnien, a été fonctionnaire de Vichy. La S.F.I.O. dans la Loire doit donc faire face à la perte de cadres dirigeants à la Libération.

Même si le parti socialiste est un parti résistant, il ne bénéficie pas du prestige P.C. : « le parti des 10 000 fusillés », en raison de la compromission des certains socialistes avec l'Etat Français. De plus, la discipline et l'organisation des communistes étaient mieux adaptées à la clandestinité. Les deux partis vont connaître un fort développement à la Libération, mais celui du P.C. est le plus important. La S.F.I.O. recrute en fait de nombreux sympathisants, leur adhésion au parti dans une dimension organique est généralement éphémère, même s'ils continuent à voter S.F.I.O. après leur départ du parti. Du point de vue des effectifs, la S.F.I.O. devient un parti important même dans le département de Loire, mais il s'appuie sur une structure trop fragile avec une implantation très hétérogène et aussi un réseau d'élus peu important.

Sur le plan national, le parti a en effet été divisé sur la stratégie à adopter avec le gouvernement de Vichy, la Résistance et l'occupant. Des anciens socialistes comme Doriot se sont engagés dans une voie inspirée du national-socialisme allemand. D'autres ont intégré le réformisme au point d'accepter la légalité du régime vichyste et de le servir. L'attentisme s'est installé chez la majorité des membres de la S.F.I.O., au moins dans un premier temps, l'occupation de la totalité du territoire français métropolitain <sup>151</sup> et le changement des rapports de force sur le plan militaire <sup>152</sup> ont favorisé l'entrée en résistance de certains. Des situations personnelles et familiales peuvent aussi expliquer un engagement tardif en faveur de la France Libre. Loin de juger des individus, ces précisions ont pour but d'exprimer la complexité et la diversité des situations. La situation dans la Loire peut être rapprochée de celle en Saône et Loire, avec Paul Faure.

---

<sup>146</sup> idem.

<sup>147</sup> Jean Robert à Daniel Mayer, 4 décembre 1944, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>148</sup> Ferdinand Faure à Daniel Mayer, 22 janvier 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>149</sup> Ferdinand Faure à Daniel Mayer, 5 février 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>150</sup> Ferdinand Faure à Daniel Mayer, 20 mars 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>151</sup> En 1942, les troupes allemandes franchissent la zone dite « libre », il n'y a plus d'Etat Français souverain. L'Italie occupe aussi une partie des Alpes françaises.

<sup>152</sup> 1942, entrée en guerre des Etats-Unis auprès du Royaume Uni, et Stalingrad, première défaite allemande à l'Est.

### Des sections fragiles voire éphémères

Les sources concernant les sections sont incomplètes, si la création de telle groupe est notifié dans la correspondance fédérale, leur disparition n'est que rarement reporté par les dirigeants fédéraux. La fin d'activité d'une section est en effet un échec pour la fédération. Les causes sont bien sur multiples : problèmes relationnels, insuffisance de l'engagement des militants, désaccords politiques ou idéologiques, adhésion collective à des organisations dissidentes ou concurrentes. Ces facteurs sont souvent tous réunis avec des influences variables et des liens non négligeables entre eux. Après l'immédiate après guerre et le fleurissement de sections S.F.I.O. dans le département, ces entités ont vite disparu au début des années cinquante. En août 1946, sept nouvelles sections sont créées, et celle de Pinay disparaît<sup>153</sup>. Mais en 1951, avant les élections municipales, Roiron s'inquiète du fait qu'il n'existe pas de sections S.F.I.O. dans chaque canton<sup>154</sup>, dix neuf sont dans ce cas. Brutelle affirme que les sections créées dans « l'euphorie de la Libération » n'avaient pas de base doctrinale solide.

Une sorte de réémergence a lieu en 1956 avec la victoire du front républicain aux élections législatives, et l'élection dans la Loire d'un député S.F.I.O.. Cette représentation à l'Assemblée Nationale, a sans doute fait revenir quelques sympathisants au sein du parti, mais, la conséquence majeure de cette élection est la dotation par la direction nationale d'un poste d'assistant fédéral. Un permanent, un militant professionnel qui peut consacrer tout son temps au parti. Ces fonctions assumées par Auguste Routier, ont permis de dynamiser l'action et l'influence du parti dans département, particulièrement dans la région stéphanoise, les vallées du Gier et de l'Ondaine<sup>155</sup>. En mai 1956, lors d'un congrès départemental « du renouveau », l'assemblée comprend une centaine de délégués, alors qu'en 1954, seules quatre sections étaient présentes au congrès administratif. Le travail de réorganisation du parti dans la Loire est attribué à Claudius Volle<sup>156</sup>. Ainsi, au congrès administratif de mars 1958<sup>157</sup>, la création de nouvelles sections est annoncée. Cependant, ce renouveau ne s'inscrit pas dans la durée, le nombre d'adhérents augmente peu. Les réunions sont peu suivies, comme le remarque un délégué du parti en tournée dans la Loire.<sup>158</sup>

<sup>153</sup> D. Mayer à J. Robert, 24 août 1946, , correspondance fédérale, O.U.R.S. Les nouvelles sections : Chamba, Noirétable, Saint Julien la Vetre, Saint Jean la Vetre, Saint Priest la Vetre, les Salles et la Valla sur Rochefort. Ce sont de petites communes à l'ouest du département.

<sup>154</sup> B.Roiron à G.Brutelle, 23 juillet 1951, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>155</sup> Dossier relatif à la Tournée d'inspection de Routier-Prévoist, O.U.R.S..

<sup>156</sup> Note des R.G. au cabinet du Préfet, 7 mai 1956, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire.

<sup>157</sup> Congrès administratif du 9 mars 1958. Note des R.G. au cabinet du Préfet, 11 mars 1958, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire.

<sup>158</sup> Rapport de tournée, Marquis, 19-27 juin 1956, O.U.R.S. : « moindre activité à Saint Etienne des militants, réunions peu fréquentées, sauf à Pouilly sous Charlieu , lz meilleure des réunion faites, progression de la section de Roanne. »

La carte ci-dessous représente l'implantation des sections S.F.I.O. dans la Loire. L'existence de ces sections est attestée à un moment ou à un autre sur la période étudiée : 1944-1965, cependant, nous n'avons pas les sources nécessaires pour signaler leur durée de vie ou leur importance en terme de militants. Cette carte permet seulement de remarquer l'implantation en réseaux, généralement autour d'un élu, des sections socialistes. Il est évident que toutes les sections n'apparaissent pas sur cette carte, seulement celles dont nous avons la certitude qu'elles ont bien existé. Il y a bien sur plusieurs sections dans la région stéphanoise, dans l'agglomération roannaise, et plus étonnant, aux confins de l'Auvergne, à l'ouest du département.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

L'implantation des sections S.F.I.O. dans la Loire 1945-1965

Une mobilisation difficile

Les dirigeants majeurs du parti national, parviennent à mobiliser une assistance respectable lors de leurs déplacements dans la Loire, dans la préfecture en particulier, comme Mollet en juin 1948<sup>159</sup> ou Daniel Mayer en 1955<sup>160</sup>. En 1956, alors que la fédération est en plein « renouveau », le rédacteur en chef du « Populaire » Naegelen ne rassemble qu'une cinquantaine de personnes à Roanne<sup>161</sup>. Une anecdote, plutôt drôle, illustre bien la faiblesse du parti dans le département, lors d'une réunion publique, un orateur socialiste, après avoir exposé ses idées, finit par s'adresser au seul couple de la salle n'étant pas membre de la section, ou au pire, du parti, ce couple lui répond qu'ils sont les concierges, et qu'ils attendent seulement la fin de la réunion pour fermer la salle.

La propagande S.F.I.O. ne dépasse donc guère les limites du parti. Une des raisons probables est l'absence de toute presse socialiste au niveau local : « *La grande faiblesse du parti socialiste était de ne pas avoir de presse.* »<sup>162</sup> Malgré des tentatives, l'implantation d'un organe de presse reste un échec. On ne trouve pas d'exemple de réussite éditoriale d'un journal de tendance socialiste dans la Loire, à l'inverse, le Midi avec « *le Provençal* », ou le Massif Central avec « *le Populaire-la Montagne* » bénéficient d'un journal politiquement marqué. Le fait que le département soit très hétérogène, est important dans ce constat. Entre la Bourgogne, l'Auvergne et le Lyonnais, l'unité et la cohésion de l'ensemble du département est rendu difficile.

Des difficultés financières récurrentes

Les échecs électoraux et un certain manque de rigueur dans la collecte des cotisations ont mis en difficulté les finances de la Fédération, déjà problématiques à la

---

<sup>159</sup> R.G. 10 juin 1948. S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire Cinq à six cent personnes assistent à la conférence du nouveau secrétaire général du parti.

<sup>160</sup> R.G., 19 avril 1955, idem.

<sup>161</sup> R.G., 29 octobre 1956, idem.

<sup>162</sup> C. Volle



Libération. Monique Luirard<sup>163</sup> évoque ces difficultés et les relie au fait que la S.F.I.O. soit décapitée dans le département à la Libération. Les tentatives infructueuses d'éditer un journal socialiste dans la région a accentué ces problèmes. La publication d'un Populaire de la Loire s'est avérée être un échec, les autres journaux étant déjà bien implantés, de plus, dans les années cinquante, la tendance est à la dépolitisation de l'information, spécialement pour les journaux locaux. De mille cinq cent cartes en 1948, la fédération passe l'année suivante à six cent cartes placées, dont une centaine n'ont pas été payées<sup>164</sup>. Le début des années cinquante est marqué par des problèmes de trésorerie. Suzanne Charpy<sup>165</sup> informe Brutelle que l'absence de réunions de la section de Roanne est la raison du non paiement des cotisations. Le non paiement des cotisations est aussi un des moyens pour les sections de protester contre la politique du parti, ce type de décision au sein d'une section socialiste est généralement la conséquence concrète d'une motion d'opposition. Cette situation est arrivée à Riorges en 1948, une motion dénonçant « la sanglante répression de Clermont Ferrand » s'accompagne du non paiement des cotisations<sup>166</sup>.

Des échecs électoraux coûtent chère à la fédération, la liste S.F.I.O. ayant recueilli moins de 5 % des suffrages lors des élections municipales de mai 1953<sup>167</sup> à Saint Etienne, le préfet ne peut rembourser les frais de la campagne. Aimé Malécot, ayant quitté récemment le parti, a en effet présenté une liste dissidente.<sup>168</sup>

Le manque de moyen de la fédération est un constat récurrent dans les rapports de tournée des délégués du parti. L'obtention d'un délégué permanent en 1956, est la conséquence de l'élection d'un député S.F.I.O., mais c'est aussi le résultat de demandes répétées à la direction pour intensifier la propagande au niveau local.

### Un département « frondeur »

Des désaccords personnels entre Secrétariat National et Secrétariat Fédéral peuvent être remarqués, Guy Mollet et Claudius Volle semblent avoir eu ouvertement des désaccords passagers. Lors d'un Congrès Fédéral à Roanne, le 28 juin 1960, Volle dans son discours rend hommage au sens politique et au courage de Mollet en ajoutant « avec lequel je n'ai pas été souvent d'accord ». Il fait allusion à la politique algérienne de l'ancien Président de Conseil, puis à son ralliement au Général de Gaulle en mai 1958. M.

---

<sup>163</sup> Luirard Monique, *La région Stéphanoise dans la guerre et la paix (1931-1951)*, Imprimerie commerciale de l'Eveil de Haute Loire, Puy en Velay (43), 1980, p.715.

<sup>164</sup> B.Roiron à G.Brutelle, 29 décembre 1950, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>165</sup> Suzanne Charpy à G.Brutelle, novembre 1952, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>166</sup> D. François à G.Mollet, 28 août 1948, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>167</sup> Section de Saint Etienne au Comité Directeur, 19 mai 1953, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>168</sup> B. Roiron à G. Brutelle, juin 1952, idem, Aimé Malécot est exclu le 15 juin par la Commission Fédérale des Conflits. Il est encore sénateur de la Loire, il ne s'est pas rattaché au groupe parlementaire socialiste.

Volle n'a jamais été un mollétiste convaincu, ce qui semble avoir pesé sur sa carrière au sein du parti: "*Guy Mollet, j'ai presque toujours été contre lui, dans les scrutins. Ca m'a même coûté de ne pas être élu au Comité directeur, de n'être que suppléant.*"

Volle décrit la fédération comme un département « *très frondeur comme le Gers, le Finistère..* » , on peut trouver de nombreux exemple de désaccords profonds entre des sections locales et la direction nationale. Le secrétariat fédéral jouant un rôle de tampon. Défendre au niveau départemental les décisions nationales tout en expliquant et minimisant les oppositions de la base. Il s'agit la du rôle normal d'une direction départemental d'un parti, mais cette position est souvent compliquée et peut s'apparenter à une forme d' « équilibrisme ». A la Libération par exemple, l'exclusion d'élus socialistes a parfois suscité des réactions fortes contre le parti. Jean Robert relaie, dans une lettre du 22 novembre 1944 à Daniel Mayer, de nombreuses doléances « contre le Diktat du Congrès » à cause notamment de l'exclusion d'Albert Sérol, provoquant la décapitation de la fédération, ou à propos du cas de Ferdinand Faure. Mayer répond, dans un courrier du 4 décembre, qu'il ne s'agit « pas d'un Diktat mais du sentiment profond du parti ». On peut remarquer que lorsque la correspondance aborde des points délicats sujet à tensions, le vouvoiement remplace le tutoiement traditionnel.

Dans un hebdomadaire local, le Pays Roannais, Daniel Mayer, secrétaire général du parti, publie une critique des socialistes de la Loire qui n'ont pas respecté la législation électorale en distribuant largement un tract interne de la S.F.I.O.. Ces socialistes se sont apparemment plaints des sanctions qui ont suivi, et ils ont accusé la direction du parti de la responsabilité de ce fait <sup>169</sup> . Les socialistes ligériens auraient aussi usé d'injures et de calomnies vis-à-vis d'autres partis et même de la direction nationale.

Des querelles personnelles s'illustrent aussi par des différends protocolaires. Benoit Roiron se plaint à Guy Mollet en février 1948, du fait que D. Mayer, alors Ministre du Travail, a « **ignoré l'organisation du parti dans la Loire** » <sup>170</sup> lors d'une visite à Saint Etienne, ce qui constitue, aux yeux du secrétaire fédéral, un préjudice important pour la propagande et un découragement pour les militants. Le Ministre socialiste a de surcroît été reçu à l'Hôtel de Ville de Saint Etienne par des membres du R.P.F.. Mollet s'enquière par la suite de la version des faits de Mayer et lui demande des éléments de réponse. Mayer, apparemment agacé, répond sévèrement à Roiron qu'il n'apprécie pas ses manières. De plus, son emploi du temps était très chargé et il a rencontré à cette manifestation imprévue Jean Robert et Malécot, tous deux dirigeants <sup>171</sup> de la Fédération. Mayer se plaint à Mollet d'une « certaine mentalité qu'il faut voir à supprimer ». Roiron n'a

---

<sup>169</sup> « M. Daniel Mayer, secrétaire général du parti socialiste, répond aux socialistes de la Loire », *Le Pays Roannais*, 9 mai 1946,

<sup>170</sup> **B. Roiron à Guy Mollet, février 1948, Il faut replacer cet événement dans le contexte de la prise de control des Mollétistes de l'appareil du parti, contre les Blumistes, dont l'un des chefs de file est Daniel Mayer, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., dont le rapport moral a été rejeté par la majorité du congrès.**

<sup>171</sup> Jean Robert devient délégué permanent à la Propagande lorsqu'en février 1947, B. Roiron devient secrétaire fédéral. Malécot est alors Président S.F.I.O. du Conseil Général, cependant le parti ne dispose pas de majorité dans cette assemblée, mais plutôt un compromis entre communiste, M.R.P., R.P.F. et un centre gauche dispersé (U.D.S.R. , Radicaux de Gauche...)

sans doute pas apprécié d'être « doublé » par son prédécesseur Robert, dirigeant de l'ancienne S.F.I.O. clandestine comme D. Mayer.

Durant l'été 1948, la section de Riorges<sup>172</sup> fait part à Mollet par l'intermédiaire d'un certain D. François d'une motion spéciale. Elle dénonce la « sanglante répression gouvernementale à Clermont Ferrand...des ministres doivent être chassés du parti », elle affirme aussi la suspension du paiement des cotisations. Un article de *l'Humanité* du 18 août 1948 explique que pour « protester contre des dirigeants complices de Reynaud, les conseillers municipaux de Saint Jean Bonnefond quittent la S.F.I.O. ». Georges Brutelle demande alors des explications à Roiron qui confirme ces informations et les développe : c'est une démission collective contre la politique bourgeoise des Ministres, contre les Accords Poinso-Chapuis et contre les pleins pouvoirs à Reynaud. Roiron rappelle aussi le cas de Riorges. Chose classique, les militants prennent leur plume<sup>173</sup> pour critiquer auprès des dirigeants nationaux, les ministres socialistes et leur politique.

Pendant les responsables locaux du parti et les élus tiennent leur rôle d'explicitation la politique gouvernementale, au Conseil fédéral de 1956<sup>174</sup>, Thorat déclare en ce qui concerne l'expédition de Suez : « Israël n'est pas l'agresseur ». On remarque en général que le soutien de la base est plus important envers les élus qu'envers les responsables du parti. D'où le fait qu'ils soient élus, ou, cela explique qu'ils soient élus. La position de la direction du parti est de plus en plus contestée. Entre 1958 et 1960, une légère baisse des effectifs fédéraux apparaît, la politique algérienne et le soutien à de Gaulle semblent en être les raisons, mais comme nous l'avons déjà signalé, cette baisse n'est pas vraiment importante. L'opposition reste interne au parti et ne se marginalise pas au point de le quitter.

### « Marges et replis<sup>175</sup> »

L'exemple des « *marges et replis*<sup>176</sup> » de la S.F.I.O. dans la Loire illustre parfaitement un article de Gilles Morin. Notamment à propos des élus désignés comme « diverse

<sup>172</sup> Riorges fait partie de l'agglomération de Roanne.

<sup>173</sup> De nombreuses lettres de ce type figurent dans la correspondance fédérale de la Loire, conservée à l'O.U.R.S..

<sup>174</sup> Note des R.G. au cabinet du Préfet, 2 décembre 1956, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire

<sup>175</sup> Gilles Morin, « Marges et replis dans la S.F.I.O. », Actes du colloque : *Marges et replis, frontières, cas limites dans la gauche française : l'apport des itinéraires militants*. Paris, 2002, p. 32 -43. (

[http://biosoc.univ-paris1.fr/frameset/rech\\_edition.htm](http://biosoc.univ-paris1.fr/frameset/rech_edition.htm) )

<sup>176</sup> *idem*

gauche ». On peut observer dans la Loire des marges plus ou moins intégrées à la sphère S.F.I.O.. Pétrus Faure et Malécot sont des cas intéressants. Entre 1944 et 1945, la correspondance fédération direction est principalement consacrée aux différents cas d'exclus du parti : Ferdinand Faure, Pétrus Faure et Albert Sérol. Ce sont alors les figures les plus connus du socialisme ligérien : Ferdinand Faure a été maire de Saint Etienne et a eu une position « attentiste si ce n'est conciliante » avec Vichy. Sérol, maire de Roanne a été garde des Sceaux entre le 21 mars et le 15 juin 1940. Il s'est lui abstenu pour le vote des pleins pouvoirs. Morin met en évidence deux principaux types de marges pour la S.F.I.O. de l'après guerre : les élus socialistes indépendants<sup>177</sup> et les « Paul Fauristes ». On peut considérer que Pétrus Faure est un parfait exemple d'élusocialiste indépendant, politiquement en accord avec la S.F.I.O. sur beaucoup de sujet, mais refusant de respecter certaines consignes du parti. Sa position d'élusocialiste bien implanté, et de longue date, lui permet de se passer de la S.F.I.O.. Un candidat du parti qui lui serait opposé ne retiendrait pas le soutien de la base militante. Ferdinand Faure serait plutôt un Paul Fauriste, son attitude pendant la guerre et sa conviction de ne jamais avoir quitté la S.F.I.O. induisent ce choix.

Pétrus Faure, maire et conseiller général du Chambon Feugerolles, avant la guerre, est un ancien du P.C., il a créé son propre parti ouvrier « l'Unité Proletarienne », il est élu député sous cette étiquette avec le Front Populaire de 1936. En 1939, il rejoint le groupe S.F.I.O. de la Chambre et adhère au parti. En conséquence de son abstention lors du vote de juillet 1940 accordant les pleins pouvoirs à Pétain, il est exclu de la S.F.I.O. en 1944. Après la Libération, il tente de réintégrer le parti, il y parvient dès 1945, grâce à son engagement dans la résistance au côté de Jean Robert. Il existe des documents contradictoires sur l'engagement résistant de Pétrus Faure, il est taxé d'attentisme dans un rapport d'activité de la S.F.I.O. pendant la période vichyste<sup>178</sup> : « prudente réserve ou attitude frisant la complicité (avec le gouvernement de Vichy) » ou « presque la participation à l'ordre nouveau », cette défiance vis-à-vis de ces personnalités est le résultat du mouvement « d'épuration » au sein de la S.F.I.O. après la guerre. Pourtant, dans ce même rapport, Pétrus Faure et Jean Robert sont décrits comme ayant participé à la réorganisation du parti clandestin en juin 1942. La situation sous Vichy semble avoir évolué au cours du temps, notamment du fait de l'expansion de la guerre aux autres continents<sup>179</sup>. Malgré la réticence de la direction de la S.F.I.O., il est soutenu par les sections de sa circonscription, une commune ouvrière et minière. Mais en juillet 1945, il est exclu pour indiscipline<sup>180</sup>. La section S.F.I.O. de sa commune tente de le faire réintégrer. Dans son bastion minier, P. Faure n'a pas besoin de la S.F.I.O., et la direction

---

<sup>177</sup> « les élus socialistes indépendants, une marge mouvante », idem, p.33.

<sup>178</sup> O.U.R.S. , Correspondance fédérale , O.U.R.S..

<sup>179</sup> Les Etats-Unis entrent officiellement en guerre en décembre 1941 après l'attaque japonaise sur la base navale de Pearl Harbour du 4 décembre, et ceux sans déclaration de guerre. Cependant, A cette date, les Etats-Unis fournissent le Royaume Uni en armes et en capitaux. De plus Washington D.C. a autorisé le « shoot on sight » dans l'Atlantique Nord, les vaisseaux Allemands peuvent être détruits par les sous-marins américains. Les Etats-Unis ont aussi mis fin à leurs exportations d'hydrocarbures vers le Japon.

ne peut accepter le comportement très libre de cet élu. Cette opposition est mal ressentie par les militants socialistes locaux, D. Mayer remarque, lors d'une fête à la Ricamarie, « **un énervement pétrussiste** »<sup>181</sup>.

A la fin des années cinquante, la fédération essaie de rallier Pétrus Faure à la S.F.I.O. par l'intermédiaire du délégué fédéral: Auguste Routier qui n'y parvient pas. Petrus Faure reste au cours de sa carrière politique, après la seconde guerre mondiale, extérieur au parti au niveau organique, même si des accords électoraux sont toujours conclus avec la S.F.I.O. notamment pour le Chambon-Feugerolles, son fief traditionnel.

Ferdinand Faure, réussit à rejoindre le parti après son exclusion, il tente même de jouer un rôle au sein de la fédération en dénigrant les responsables locaux et leurs stratégies. Il reste marginalisé malgré sa fleurissante correspondance avec D. Mayer, dans laquelle il défend la ligne du parti en lui opposant le responsable fédéral.

Une autre marge caractéristique de la S.F.I.O. est la tendance favorable à l'unité organique avec le P.C., c'est à la Libération que ces cas sont relevés dans la Loire. Volle évoque sa proximité avant la guerre avec la tendance Zyromsky. Au niveau départemental, on recense surtout des cas isolés, dans un parti déjà, relativement faible, on ne peut s'attendre à d'importantes visibilité et audience, pour un de ses courants dissidents. Six militants sont présents sur la liste communiste aux élections municipales de Saint Etienne en novembre 1945<sup>182</sup>. Des poussées unitaires ont lieu en marge du département, en Haute Loire notamment, que ce soit des congrès communs<sup>183</sup> ou des sections affichant une unité organique entre socialistes et communistes<sup>184</sup>.

Aimé Malécot est brièvement président du Conseil Général en 1946, cette position est paradoxalement due à la faiblesse de la S.F.I.O. dans la Loire, le M.R.P. et le P.C. sont bien mieux implantés, la S.F.I.O. doit donc « **concilier les points de vue du M.R.P. et du P.C.** »<sup>185</sup>, c'est d'ailleurs à l'époque, la stratégie nationale du parti, engagé dans le

---

<sup>180</sup> D. Mayer à J. Robert, 28 juillet 1946, Correspondance fédérale, O.U.R.S.

<sup>181</sup> **D. Mayer à J. Robert, 8 juillet 1946, idem.**

<sup>182</sup> « Six socialistes sont exclus de la S.F.I.O. », quatre sont des élus, suite à ces élections : Bonnefond, Alexandre, Borne et Angénieux. Rapports des R.G., 27 novembre 1945, S.F.I.O. 1944-1968. S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire

<sup>183</sup> J. Robert à D. Mayer, 13 mars 1945, Correspondance fédérale, O.U.R.S. « Un congrès commun » P.C. P.S. au Puy, Robert souligne les contradictions entre les directives du comité directeur et les actions locales », la situation devient difficile pour Robert, faire respecter des directives que les voisins ignorent, d'autant qu'André Philip a assisté au meeting commun du 10 mars, même s'il a été abusé.

<sup>184</sup> « Le Cri du Peuple », 23 novembre 1945, Correspondance fédérale, O.U.R.S. Une section du Parti Ouvrier Français est créée à Briourde en Haute Loire. Il s'agit de fait d'une union organique entre socialistes et communistes. Le journal cité est un journal communiste.

<sup>185</sup> **D. Mayer à Humilier (militant), 7 mai 1946, idem.**

tripartisme. Là encore, c'est l'indiscipline de l'élu qui provoque son exclusion début 1953, Malécot refuse de renoncer à ses « mandats qu'il tient du parti ». Il constitue ensuite une liste dissidente aux élections municipales de Saint Etienne.

En ce qui concerne la fonction de repli, jouée par la fédération départementale de la S.F.I.O., le constat est plus difficile. La fédération jouissant d'une attractivité limitée, peu d'élus et de militants, donc peu de poids lors des congrès, les sympathisants politiquement isolés restent à l'extérieur du parti. Les tenants du christianisme social ou des clubs ne sont pas intéressés pour rejoindre la S.F.I.O., de plus, les socialistes S.F.I.O. du département sont profondément attachés à la laïcité et à l'organisation en tant que telle. La « marge » la plus intéressante et la plus constante est la position des Roannais, du nord du département qui se singularise dès que possible du reste de la fédération.

## **Le paradoxe roannais**

Roanne tient une place particulière dans le département, d'abord, la deuxième ville du département est la seule municipalité relativement importante dont la mairie reste socialiste: Albert Sérol, maire de Roanne avant la guerre, ministre de la Justice pendant la "débâcle" de 1940, Auguste Dourdein (1939-1953) et Jacques Gougenot (1953-1959) après la seconde guerre mondiale. De plus, la section S.F.I.O. de Roanne semble avoir eu un fonctionnement assez autonome par rapport à la fédération à Saint Etienne, voire même autonomiste, cette ville privilégiant les rapports avec Lyon plutôt qu'avec Saint Etienne, c'est du moins le sentiment de messieurs Volle et Routier, cette caractéristique se retrouverait dans un parti comme le P.C., pourtant réputé: "monolithique". Cette idée est aussi présente dans l'ouvrage de Pétrus Faure<sup>186</sup> : « deux régions industrielles bien distinctes : celle de Saint Etienne [...] et celle de Roanne, au Nord du département, rattachée économiquement à Lyon ». L'axe nord-sud au sein de la fédération, privilégiant donc les liens entre Saint Etienne et les sections de Charlieu et de Pouilly sous Charlieu : **« Il y avait un axe Saint Etienne-Pouilly (sous Charlieu), Roanne , non, c'étaient les séparatistes roannais.<sup>187</sup> »** .

L'attraction de Lyon sur la ville de Roanne peut être expliquée en partie par l'implantation importante d'entreprises de textile en étroite relation avec le grand centre de cette industrie qu'est Lyon. Cependant, nous restons assez sceptiques sur la réalité d'un certain "*autonomisme roannais*", des tensions entre différentes personnalités sont sans doute une explication plus probable de l'isolement de la section S.F.I.O. de Roanne. Charlieu est aussi et peut être même plus lié à l'industrie textile lyonnaise, de par les activités soyeuses dans cette commune, où cette production était très développée. Pourtant, Charlieu et les sections environnantes sont en général d'accord avec la direction de la fédération, le canton de Charlieu, ne regroupe bien sur pas autant de militants

---

<sup>186</sup> Petrus Faure, *Histoire du mouvement ouvrier dans la Loire*, Imprimerie Dumas, Saint Etienne, 1958, p.13.

<sup>187</sup> C. Volle.

socialistes qu'à Roanne. L'histoire du mouvement ouvrier français nous montre aussi une dualité doctrinaire et concrète entre deux partis ouvriers créés à Roanne et à Saint Etienne, le Parti ouvrier français (P.O.F.)<sup>188</sup> et la Fédération des travailleurs socialistes. Le premier se caractérise par l'influence du guesdisme et du marxisme alors que le second s'attache à un réformisme local et à la volonté de conquérir des municipalités. Cependant, comme nous l'avons déjà déclaré dans l'introduction, une grande prudence doit précéder toute analyse et tout rapprochement entre le paradoxe roannais et les divisions du mouvement ouvrier plus d'un demi siècle plus tôt. Nos connaissances sur la période intermédiaire sont très faibles et extrêmement lacunaires, c'est pourquoi cette piste d'analyse n'est pas étudiée.

Le caractère original de Roanne et des sections socialistes de l'agglomération est confirmée par deux types de sources : les rapports des Renseignements Généraux sur les partis du département et la correspondance fédération/direction nationale. Lors des congrès fédéraux, une tension récurrente peut être constatée entre la direction fédérale implantée dans la région stéphanoise et les sections S.F.I.O. de Roanne et de Riorges. Le cas Sérol est sans doute un des éléments de cette opposition, le maire de Roanne était avant la guerre la personnalité socialiste la plus connue au niveau nationale. Son exclusion du parti est très mal acceptée par les socialistes de son entourage, qui regrettent de devoir se priver d'un homme si influent et bien implanté localement. Les critiques du « diktat » du congrès national proviennent en grande partie de Roanne. De plus, ces sections se sentent délaissées par la propagande fédérale surtout active dans le sud de la Loire. La configuration géographique du département accentue cet élément, la préfecture se trouvant à l'extrême Sud, ce caractère excentré nuit à l'homogénéité et au contrôle de la marge nord du département. Saint Etienne n'est jamais une municipalité socialiste, sur la période étudiée, à l'inverse de Roanne, qu'on peut considérer comme un des fiefs du socialisme municipal dans la Loire.

« **La volonté des socialistes roannais de se singulariser** »<sup>189</sup> est récurrente après la seconde guerre mondiale. Dans le Roannais, la proximité S.F.I.O.-P.C. est plus importante que dans le reste de la Loire, le conseil municipal comprend des adjoints communistes, Durdein, puis Gougenot adoptent et appliquent la stratégie de Waldeck Rousseau : « **pas d'ennemi sur notre gauche** »<sup>190</sup>. Dès février 1945, Ferdinand Faure fait part à Daniel Mayer de « **la gravité de la situation** »<sup>191</sup> concernant la section roannaise, celle-ci est en effet engagée selon F.Faure dans une unité d'action avec le

---

<sup>188</sup> Le Parti ouvrier français guesdiste se développe surtout après 1890 : plus structuré que ses rivaux, il se caractérise surtout par son attachement au marxisme et à l'internationalisme, sa conception restrictive du rôle des syndicats et son intransigeance vis-à-vis du radicalisme et des institutions parlementaires. Ce dernier trait, affirmé surtout lors des affaires Millerand (participation ministérielle socialiste à un gouvernement bourgeois) et Dreyfus, le rapproche du Parti socialiste révolutionnaire d'Édouard Vaillant et l'éloigne des socialistes indépendants dont il s'était rapproché en 1893-1899.

<sup>189</sup> R.G., *Congrès administratif du 16 février 1953, à Saint Etienne, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire.*

<sup>190</sup> Luirard Monique, *La Région Stéphanoise dans la Guerre et la Paix (1936-1951), Imprimerie commerciale de l'Eveil de Haute Loire, le Puy en Velay, p.203.*

P.C.. Ferdinand Faure serait victime de la presse communiste du fait de son attentisme pendant la guerre. La ville ne connaît pas les mêmes tensions intra syndicales que dans le Sud du département et les communistes ne sont sans doute pas assez puissants pour agir seuls, de plus, Roanne, bien qu'étant une ville industrielle, se trouve dans un espace relativement rural et le plus grand employeur de la ville est l'Arsenal, dont l'activité est par nature lié à l'Etat, et à ses commandes en armement. Il ne s'agit donc pas d'une sociologie ouvrière particulièrement favorable à un P.C. internationaliste. Mais cette explication est fragile, la section de Roanne est sans doute idéologiquement plus proche du P.C. que le reste de la fédération : en 1949<sup>192</sup>, la politique du parti sur l'Indochine suscite la protestation de la section. Elle affiche son opposition à la Guerre en Indochine même si des risques de crise gouvernementale sont à redouter<sup>193</sup>. La S.F.I.O. en position favorable à Roanne n'a pas besoin de se démarquer du P.C. ou bien redoute au contraire une confrontation aux communistes.

Le 2 juin 1946, la section S.F.I.O. de Roanne par l'intermédiaire de Gougenot, regrette le fait de ne pas avoir été consulté avant le Conseil National, la section est unanimement contre la participation au gouvernement. Jean Robert se plaint ensuite auprès de Mayer que « **la section de Roanne a une fois de plus a passé par-dessus le secrétariat général** »<sup>194</sup>, c'est-à-dire lui, en ce qui concerne la demande de Gougenot faite à Mayer de présider la Commission Exécutive Fédérale. La section de Riorges adopte une motion le 2 juillet 1947 affirmant que « le gouvernement Ramadier est anti socialiste », l'exclusion du parti des ministres et l'entrée dans l'opposition y sont aussi demandées. Un an plus tard, cette même section dénonce, dans une nouvelle motion<sup>195</sup> : « la sanglante répression gouvernementale de Clermont Ferrand », « des ministres doivent être chassés du parti », la conséquence concrète de cette prise de position est la cessation du paiement des cotisations.

Une note des R.G. du 23 avril 1956 évoque « l'antagonisme des groupes stéphanois et roannais en vedette », la stratégie d'alliance avec les radicaux d'une part, et la candidature d'E. Thorval d'autre part, ne faisaient pas l'unanimité au sein de la fédération. Langlois, de Roanne, regrette auprès de la direction nationale<sup>196</sup>, la constitution d'une liste d'alliance avec les radicaux, en opposition aux directives du parti<sup>197</sup>. Le secrétaire fédéral, Claudius Volle fait part, à propos de cette position, de son indignation<sup>198</sup> face à

---

<sup>191</sup> **Ferdinand Faure à D. Mayer, 5 février 1945, correspondance fédérale, O.U.R.S..**

<sup>192</sup> Section de Roanne au Comité Directeur, 17 mai 1949, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>193</sup> R.G., 10 décembre 1949, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire. .

<sup>194</sup> **Robert à Mayer, 11 juillet 1946, correspondance fédérale, O.U.R.S..**

<sup>195</sup> D.François à Guy Mollet, 28 juillet 1947, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>196</sup> Langlois au Comité Directeur, 14 décembre 1955, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>197</sup> Le scrutin par apparentement permet de s'allier aux radicaux, tout en proscrivant les listes mixtes.



l'attitude de Roanne. Il justifie la stratégie locale du parti et les actions entreprises pendant cette campagne : remise sur pied de la section de Feurs, nombreuses réunions publiques, et un article de Pierre Mendès France, dans la Tribune, intitulé « Pour la paix en Algérie, Pour une justice sociale », appelant à voter Soulié Thorald. Déjà, en janvier 1955, les Roannais se prononcent contre la participation S.F.I.O. au gouvernement Pierre Mendès-France, même si son action est appréciée. Des conséquences nuisibles de cette participation sont craintes pour les futures consultations. En mai 1956, au cours du congrès départemental, une centaine de délégués présents se divise en deux tendances : l'une pour la poursuite de l'alliance avec les radicaux, majoritaire avec 45 mandats, l'autre, menée par Gougenot et Roiron (huit mandats), met en avant la nécessité de garder « **son indépendance à l'égard des disciplines politiques voisines** <sup>199</sup> ».

Le congrès administratif de la Fédération de 1957 « **voit la relance de l'opposition entre Roannais et Stéphanois** » <sup>200</sup>, malgré des résultats plutôt positifs, notamment une hausse des effectifs du fait de la reprise de contact avec d'anciens militants et de l'adhésion de nouveaux éléments. Cette activité est assurée par l'assistant fédéral : Auguste Routier, ancien représentant en mutuelle originaire des Pays de Loire. Cette augmentation du nombre de membres permet à la Fédération d'avoir des représentants aux conseils nationaux. L'élection d'un député S.F.I.O. dans le département, pour la première fois depuis la Libération explique la création du poste d'assistant fédéral, ainsi que le regain de militantisme chez les sympathisants. Pourtant, Dutilleul de la section de Roanne estime trop faible la place accordée à la S.F.I.O. dans les colonnes de la Tribune, hebdomadaire départemental de tendance radicale, dont le rédacteur en chef est Michel Soulié, colistier du député S.F.I.O. lors des dernières élections générales. Les délégués de Roanne se prononcent contre le rapport financier présenté par le bureau. En conséquence, ils sont « évincés sauf deux » de la Commission Exécutive, ils se retrouvent ainsi tous suppléants.

En mars 1958, le directeur de la Régie Autonome des Transports Urbains de Roanne est licencié sur proposition de Gougenot, à cause d'une affaire de détournement de carburant. Les organes de presse locaux rendent le dossier public. Ces journaux, alors très marqués politiquement : Le Patriote, communiste, le Courrier Républicain, modéré, et le Pays Roannais, M.R.P. ; tentent de discréditer la gestion Gougenot. Les échéances électorales cantonales d'avril 1958 et municipales de 1959, sont désignées par l'auteur de la note des rapports des R.G. comme « mobile majeur de la campagne de presse ». La section S.F.I.O. tente le 14 mars 1958 de minimiser les conséquences en publiant une tribune libre dans le *Pays Roannais*, elle affirme le soutien de la section au maire Gougenot et son honnêteté, le terme de « campagne de calomnie » est employé. Mais cette déclaration est suivie d'un commentaire de la rédaction guère complaisant : « une

---

<sup>198</sup> Claudius Volle au Comité Directeur, 19 décembre 1955, correspondance fédérale, O.U.R.S..

<sup>199</sup> R.G., *Congrès départemental du 7 mai 1956 à Pouilly sous Charlieu, S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire.*

<sup>200</sup> R.G., *Congrès du 31 mars 1957, salle Jules Guesde à Roanne, sous la présidence de Gougenot, maire de Roanne et de Thorald, député. S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3, archives départementales de la Loire.*

seule chose a de l'importance : « oui ou non, les journaux en question ont-ils dit la vérité ? » », « Les contribuables, eux, ne se laisseront pas endormir par des mots ». La gravité de l'abus de biens sociaux et le retard de réaction de la municipalité semblent avoir été accentués voire exagérés. Il est impossible d'évaluer précisément l'impact de cette affaire dans les défaites socialistes à Roanne lors des scrutins précités, mais à partir de 1959, la S.F.I.O. ne détient plus cette mairie.

Cette opposition entre Roanne et le reste de la Fédération s'inscrit dans la durée, les stratégies d'alliance, la participation de socialistes aux gouvernements et l'adhésion aux politiques gouvernementales sont les motifs affirmés de ces tensions, mais des rivalités personnelles sont sans doute présentes. Peut on pour autant parler de marge ? Une marge géographique peut elle être plus mobilisatrice qu'une marge doctrinale ? L'opposition entre Roannais et Stéphanois a sans doute des sources sociales, deux villes industrielles avec chacune une activité dominante, mine et métallurgie pour Saint Etienne et le textile pour Roanne. Il n'y pas à proprement parler d'opposition entre ville et campagne, car Roanne est un centre urbain relativement important, mais il est vrai que cette ville est isolée dans un espace principalement rurale, alors que la région Stéphanoise se place dans un réseau urbain très dense entre Saint Etienne et Lyon<sup>201</sup>.

---

<sup>201</sup> Du Chambon Feugerolles à Lyon : Ricamarie, Saint Etienne, Saint Chamond, Rive de Gier, Givors...

## Conclusion :

Ce travail permet de mettre en évidence différentes caractéristiques de la fédération ligérienne de la S.F.I.O.. Certaines sont communes à l'ensemble de la S.F.I.O. de l'époque : la sociologie du parti dans la Loire est assez classique avec une large présence des salariés et des fonctionnaires, particulièrement dans l'éducation, les forces de l'ordre et les communications. Un certain recul apparaît dans le milieu ouvrier, où le P.C. est mieux implanté, bien que les socialistes soient majoritairement issus de ce milieu. A la lumière de l'ouvrage de F. Sawicki, on peut rapprocher la situation de la Loire à chacune des catégories dégagées par cet auteur, tout en prenant en compte les limites de tout amalgame. La structure économique du département se rapproche de celle du Pas de Calais, des zones de mono industries, pourtant, l'implantation et l'influence du parti y est bien plus faible, comme en Ile et Vilaine, où le conservatisme, fortement influencé par le catholicisme, domine la sphère politique du département. En même temps, le Var semble être le modèle le plus proche avec une forte personnalisation des relations, une « ruralisation » ou « radicalisation » du parti, et la prégnance de fortes oppositions géographiques au sein de ces fédérations.

Ce mémoire apporte un éclairage partiel sur la vie d'une fédération socialiste, dont la faiblesse électorale et militante est la principale caractéristique. La nécessité de conclure des alliances pour les élections suscite des tensions internes au parti, à l'intérieur du département et vis-à-vis du siège parisien. Mais les débats purement doctrinaires ne sont pas fondamentaux au sein de la fédération de la Loire comme dans la majorité des fédérations S.F.I.O., cela peut paraître contradictoire avec l'histoire de la direction Mollet. Guy Mollet a en effet pris le control de la S.F.I.O. , en tant que doctrinaire, et face aux

Blumistes, plus pragmatiques souhaitant s'orienter vers une sorte de travaillisme ou de social démocratie. L'entêtement des mollétistes a sans doute lésé le parti, car jugé trop dogmatique par certains, il est surtout évident qu'il s'agit, particulièrement après 1956, d'un discours en contradiction avec les actes des socialistes.

Des regrets clôturent ce mémoire, au fur et à mesure des recherches et de la rédaction, les insuffisances sont apparues de plus en plus nombreuses. Le sentiment de ne pas avoir su mobiliser tous les éléments présents dans les archives, mais aussi, l'étude partielle, voire parcellaire des fonds étudiés, peuvent mener à de nombreuses critiques sur ce travail. Cependant, nous persistons en ce qui concerne la pertinence d'une recherche basée sur une période longue, plus de vingt ans. Ce choix s'inscrit dans la volonté de dégager des permanences à propos du sujet. La faiblesse des sources, pressentie, est une autre explication à cette décision. La prédominance des analyses sur le nord du département et un large usage des sources à disposition, au détriment de celles, matériellement moins accessibles, conduisent peuvent conduire à des critiques logiques sur la délimitation de l'étude. Le problème des sources est l'absence d'archives pour la fédération ligérienne, il semble qu'aucun organisme ne dispose de ces archives, les fonds sont sans doute dispersés entre différentes personnes privées ayant exercé des responsabilités dans la fédération.

## Bibliographie :

### Ouvrages généraux :

Duby Georges, Wallon Armand, *Histoire de la France rurale ; 4. Depuis 1914*, Seuil, Points Histoire, 1977, p.428-451.

Elgey Georgette, *La République des Illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IV République*, les Grandes Etudes Contemporaines, Fayard, Paris, 1965, 555 p..

Martin Pierre, *les systèmes électoraux et les modes de scrutins*, Clefs, Politique, Montchrestien, 2<sup>ème</sup> éd., 1997, p.101-102.

Mourre Michel (dir.), *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, Bordas, Paris, 1996, 5884 p..

Portelli Hugues, *La Vème République*, Grasset, 1994, 573 p.

Rémond René (dir.), *Pour une Histoire Politique*, l'Univers Historique, Seuil, Paris, 1988, 399 p..

Jean Pierre Rioux, *la France de la Quatrième République : 1. l'ardeur et la nécessité 1944-1952*, « Nouvelle Histoire de la France Contemporaine », « Points Histoire », Seuil, 1980, p..

Rioux Jean Pierre, *la France de la Quatrième République : 2. l'expansion et l'impuissance 1952-1958*, « Nouvelle Histoire de la France Contemporaine », « Points Histoire », Seuil, 1983, 382 p..

Winock Michel, « La culture politique des socialistes », dans Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, l'Univers historique, Seuil, Paris, 1999, p. 179-214.

Winock Michel, *La République se meurt*, Folio Histoire, Seuil, Paris, 1985, 285 p.

## **Ouvrages spécialisés :**

Bergounioux Alain et Grunberg Gérard, *Le long remord du pouvoir : le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, 552 p..

Bréchon Pierre, *La France aux urnes : Cinquante d'ans d'histoire électorale*, Edition 1995, La Documentation Française, p.107-118.

Couteau Michel et Gaston Gilbert, *Daniel Mayer, Des combats, une parole*, l'Harmattan, Paris, 1999, 285 p..

Estier Claude, *Journal d'un fédéré, la Fédération de la gauche au jour le jour 1965-1969*, Fayard, Paris, 1970, p.9.

Faure Pétrus, *Histoire du mouvement ouvrier dans la Loire*, Imprimerie Dumas, Saint Etienne, 1956, 503 p..

Lafon François (dir.), *Guy Mollet, un camarade en république (colloque)*, Presse Universitaire de Lille, 1987, p. .

Luirard Monique, *La région Stéphanoise dans la guerre et la paix (1931-1951)*, Imprimerie commerciale de l'Eveil de Haute Loire, Puy en Velay (43), 1980, p.715.

Maitron Jean (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Editions de l'Atelier, Paris.

Fondation Guy Mollet, *Témoignages Guy Mollet: 1905-1975*, Société d'édition du Pas de Calais, Arras, 1977, 143 p..

Portelli Hugues, *le Parti Socialiste*, Montchrestien, Paris, 1992, p..

Sawicki Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste, sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, 335 p.

## **Articles :**

---

Morin Gilles, « Marges et replis dans la S.F.I.O. », Actes du colloque : *Marges et replis, frontières, cas limites dans la gauche française : l'apport des itinéraires militants*. Paris, 2002, p .32 -43. ( [http://biosoc.univ-paris1.fr/frameset/rech\\_edition.htm](http://biosoc.univ-paris1.fr/frameset/rech_edition.htm) )

Sadoun Marc, « Sociologie des militants et sociologie du parti. Le cas de la SFIO sous Guy Mollet », *Revue Française des Sciences Politiques*, vol.37-1 ,(1987) »

---

## Sources :

Les archives départementales de la Loire, Saint Etienne, Cabinet de la Préfecture :  
Notes des Renseignements Généraux : cote 127 W 2 Partis politiques et journées  
de février : cote 347 W 1-2 S.F.I.O. 1944-1968 : cote 547 VT 3

L'Office Universitaire de Recherche Socialiste Rapports de tournée des délégués du  
parti : département Loire Correspondance fédérale : Dossier 1 : Octobre 1944-avril  
1945 Dossier 2 : Mai 1945-mai 1946 Dossier 3 : Juin 1946-décembre 1946 Dossier  
4 : 1947-1948 Dossier 5 : 1949-1954 Dossier 6 : 1955-1959 F.G.D.S. : 2 APO 13 et  
2 APO 17

Médiathèque de Roanne : Journaux

Archives personnelles d'Ennemond Thorat Discours, correspondances





## Annexes

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

- *Le Pays Roannais*, 14 novembre 1946.
- *Le Pays Roannais*, 10 mars 1949.
- Les congrès S.F.I.O. (tableau)

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

- Ce tableau est la base des graphiques, les sources sont les rapports des congrès.
- Discours d'Ennemond Thoral, campagne pour les élections législatives de 1956  
Programme de la S.F.I.O.

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

- Discours d'Ennemond Thoral au congrès intercommunal de Saint Denis de Cabanne en 1959
- Défense de l'Ecole laïque.
- Discours d'Ennemond Thoral en décembre 1965

- Comité Roannais de soutien à François Mitterrand.
- Invitation de C.G.T-F.O. à un rassemblement pour dénoncer l'intervention soviétique à Budapest 8 novembre 1956
- Remerciement des Tisseurs de Charlieu pour le soutien lors d'un conflit entre l'Etat et les Tisseurs 9 juillet 1959
- Remerciement du maire socialiste de Saint Priez en Jarez, à propos de l'obtention d'une subvention 6 novembre 1958
- Demande d'un directeur d'école à la retraite d'intercéder en sa faveur au sujet de sa pension, 25 février 1957
- Remerciement pour démarche en faveur d'une naturalisation : Benito Pisiero 11 août 1959,
- Remerciement au sujet d'une bourse J. Taehel 30 novembre 1959
- Des mères de famille de Beaulieu 31 mai 1958
- Syndicats des Métaux de la Loire C.G.T. .F.O. 30 mai 1958
- Amical Laïque de Saint Etienne 2 juin 1958
- F.N. des Travailleurs cadres et techniciens des Chemins de Fer 19 juin 1958
- Cusset, directeur d'école 3 juin 1958
- Cultivateurs de Saint Just en Chevalet 7 juin 1958

DOCUMENTS CONSULTABLES en version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon